

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTE DE DROIT

LES
TRANSFERTS DE RENTES
SUR L'ÉTAT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 11 novembre 1910, à 3 heures.

PAR

LOUIS REYNAUD

Président M. BERTHÉLEMY, *professeur.*

Suffragants { M. AMBROISE COLIN, *professeur.*
M. HITIER, *professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1910

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTE DE DROIT

LES
TRANSFERTS DE RENTES
SUR L'ÉTAT

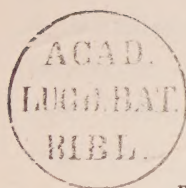
THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le 11 novembre 1910, à 3 heures.

PAR

LOUIS REYNAUD



Président M. BERTHÉLEMY, *professeur.*

Suffragants { M. AMBROISE COLIN, *professeur.*
M. HITIER, *professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1910

AVERTISSEMENT

Parmi les ouvrages concernant les rentes sur l'Etat, les uns, les plus nombreux, sont des ouvrages spéciaux s'adressant aux notaires ou autres officiers publics chargés d'établir les documents nécessaires aux transferts, notamment les certificats de propriété ; les autres traitent des rentes en général et envisagent surtout les questions de principes.

Nous avons pensé qu'il serait intéressant aussi d'étudier la transmission des rentes, de mettre en lumière le mécanisme des transferts, d'en rechercher l'évolution historique et d'établir les responsabilités auxquelles cette transmission peut donner lieu. Ce sera l'objet de cette étude.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41553016_0025

PREMIÈRE PARTIE

Historique.

CHAPITRE PREMIER

L'ANCIEN RÉGIME.

SECTION I. — Les constitutions de rentes.

On trouve l'origine des premiers titres de rente nominatifs dans les Républiques du Nord de l'Italie. Vers le XII^e siècle, en effet, la ville de Venise émit des emprunts à la suite desquels des titres négociables furent délivrés aux prêteurs (1), et deux siècles plus tard, les emprunts furent tellement généralisés et les titres si nombreux qu'ils circulaient comme de l'argent. Mais leur forme était restée nominative et ce n'est qu'au XVI^e siècle que la première apparition de titres au porteur se produisit en Italie.

(1) Daru, *Histoire de la République de Venise*.

En France, au contraire, le crédit public fut plus lent à se développer, et, malgré les emprunts faits par Philippe le Bel et ses successeurs, aux banquiers lombards, qui n'étaient en somme que des usuriers prêtant à court terme, il faut arriver à François I^{er} pour trouver l'origine des premières rentes françaises.

On conçoit, en effet, que, le contrat de rente supposant l'aliénation d'un capital dont on ne peut demander le remboursement, il faille à l'Etat emprunteur un crédit solidement assis pour inspirer confiance à ses prêteurs. Aussi ce fut d'abord par l'intermédiaire des villes les plus riches que la royauté put se procurer des fonds au moyen des emprunts.

Des lettres patentes des 2 septembre et 10 octobre 1522 donnent pouvoir à la ville de Paris d'aliéner « 16.666 livres, 13 sols, 4 deniers de rente, au denier 12 » avec assignation « sur la ferme du pied fourché et autres impositions. »

Cette cession est la véritable origine du contrat de rente perpétuelle, qui obligeait le débiteur au service des intérêts et le laissait libre de rembourser à son heure le capital emprunté.

Les rentes ne tardèrent pas à voir leur importance grandir, lorsque le roi eut recours à l'intermédiaire des plus grandes villes du royaume pour faciliter ses opérations de crédit. Beaucoup d'impôts furent ainsi aliénés pour payer les rentes des capitaux prêtés, et le clergé fut même obligé, par le contrat de Poissy, de racheter

les aides et gabelles aliénées à la ville de Paris pour constitution de rentes.

Mais le crédit était encore si fragile à cette époque, qu'on ne pouvait donner aux titres de rentes, une forme facilement négociable. Les constitutions se firent donc devant notaires.

La ville faisait dresser par un notaire un acte servant de titre au prêteur et chaque constitution eut lieu par acte spécial.

Cependant, malgré l'importance des opérations sur les rentes, le mécanisme en restait assez compliqué et les simplifications ne se produisirent guère que vers la fin de l'ancien régime.

SECTION II. — Les transferts de rentes.

Lorsqu'un particulier voulait acheter des rentes à la suite d'un édit autorisant une émission, il portait ses fonds au Trésor royal, où on lui en donnait quittance. Sur le vu des quittances de finances, deux notaires dressaient l'acte de constitution de rente, en minute, et en remettaient une grosse à l'ayant droit, tandis qu'une autre copie ou ampliation était fournie au payeur et produite par lui à la Chambre des Comptes (1). Vers 1784, époque vers laquelle écrit Debeaumont, il n'était pas toujours nécessaire de lever les « grosses » des contrats, car depuis longtemps, les payeurs de rentes, en leur qualité

(1) Debeaumont, *Jurisprudence des rentes*, p. 7.

de « *greffiers des immatricules* » délivraient des extraits de ces immatricules, qui pouvaient servir non seulement au paiement des arrérages, mais encore à l'expédition des lettres de ratifications, dont nous parlerons plus loin.

La transmission des rentes, ainsi constituées, pouvait se faire de plusieurs manières, soit à titre onéreux par la voie du transport ou de la reconstitution, soit à titre gratuit par les donations entre vifs ou testamentaires, soit enfin à titre d'hérédité par l'exercice du droit successoral.

§ 1. — Le transport.

Le transport des rentes sur l'Etat fut d'abord une cession de créance pure et simple. La cession se faisait par acte notarié et était signifiée au débiteur suivant les règles établies par la coutume de Paris ; là se bornaient les formalités lorsqu'il s'agissait d'une rente due par un particulier. Mais pour les rentes sur l'Etat, il fallait faire au payeur la signification de la cession, à la suite de laquelle, l'immatriculation sur les registres transmettait la propriété de la rente.

Les payeurs de rentes tenaient des registres sur lesquels ils faisaient mention des diverses mutations de propriété, ou des qualités des rentiers, en analysant les pièces qui leur étaient fournies ; c'est ce qu'on appelait « *dresser des immatricules* » (1).

(1) Debeaumont, p. 171.

Mais le transfert d'alors n'avait rien de semblable à notre transfert moderne, car l'immatriculation ne constituait pas comme aujourd'hui, la preuve unique de la cession, elle ne dispensait pas des actes notariés et n'était en somme que l'accessoire des formalités du transport.

L'immatriculation n'était donc pas encore au XVII^e siècle l'acte de transfert lui-même, elle n'en était que la transcription.

Les rentes dues par le roi, réputées immeubles, étaient, comme tous les immeubles, susceptibles d'être hypothéquées en faveur de créanciers. Pour les purger, il fallait recourir à la coûteuse procédure du « *décret* » qui absorbait souvent le principal de la rente. Aussi, pour donner aux rentiers la possibilité de disposer facilement de leurs rentes et aux acheteurs l'assurance de n'être plus troublés dans leur jouissance, un édit d'avril 1657 établit la formalité des « *lettres de ratifications* », et créa quatre offices de conservateurs des hypothèques sur les rentes ; mais on ne trouve pas trace de l'enregistrement de cet édit.

En mars 1673, parut un nouvel édit, enregistré le 23 mars de la même année, confirmant la création des quatre offices de « greffiers conservateurs des hypothèques sur les rentes » et portant que tous ceux qui prétendraient avoir quelque droit sur des rentes, à quelque titre que ce fût, seraient tenus de former opposition entre les mains des conservateurs, et que ces oppositions conserveraient, pendant une année, les hypothèques et

droits prétendus sur les rentes, sans qu'il soit besoin de faire autre diligence.

Passé un délai de deux mois après le transport, pendant lequel les créanciers avaient le droit de faire opposition, il était délivré à l'acquéreur des Lettres du Grand Sceau qui purgeaient toutes les hypothèques à l'égard des rentes.

Les conservateurs étaient responsables des erreurs ou omissions jusqu'à concurrence de la valeur des rentes.

Pour obtenir les lettres de ratification, il fallait produire aux secrétaires du roi une expédition de l'acte de transport, l'extrait de l'immatricule levé chez le payeur et la grosse ou une ampliation de l'acte de constitution de rente.

La formalité des lettres de ratification devint absolument obligatoire, et l'Edit de 1673 défendit même aux acquéreurs de rentes, de faire aucune poursuite pour décréter lesdites rentes à peine de nullité de la procédure.

A chaque mutation de propriété, le nouveau titulaire devait donc prendre des lettres de ratification, mais une déclaration de juin 1673 en dispensa les héritiers purs et simples, tandis qu'un arrêt du conseil du 21 mars 1679 en exonérait aussi les héritiers bénéficiaires, les donataires et les légataires universels (1).

Le transport présentait donc des difficultés sérieuses

(1) Debeaumont, p. 210.

et des formalités assez compliquées entraînant beaucoup de frais. Outre la production des lettres de ratifications, il fallait encore conserver les anciens titres de propriétés.

En effet, celui qui se prétendait titulaire, au jour du remboursement, devait justifier de l'existence du droit de rente dans la personne de ses auteurs et rapporter toutes les pièces justificatives de la régularité des transmissions. Lorsque la création des rentes était ancienne, c'était un volume de titres de propriété qu'il fallait représenter.

Les inconvénients de ce procédé devaient amener un mode de transfert plus rapide, moins onéreux et de nature à faire augmenter, dans de notables proportions, l'importance des opérations sur les rentes.

§ 2 — La reconstitution.

Un édit du mois de mai 1751 portant création de rentes assignées payables sur la ferme générale des postes, autorisa pour ces rentes un nouveau mode de transmission : la « *reconstitution* » (1).

La reconstitution n'était, à proprement parler, qu'une constitution ordinaire, en ce qui concernait l'acquéreur. Celui-ci possédait la rente en pleine et absolue propriété, en vertu d'un droit nouveau, et non en qualité de cessionnaire de l'ancien titulaire ; la reconstitution affranchis-

(1) Debeaumont, p. 278.

sait donc totalement la rente des dettes de l'ancien rentier et le nouveau propriétaire n'en était pas moins subrogé dans tous les droits et privilèges de l'ancien, à l'égard du Trésor royal.

Tout acquéreur de rentes se présentait donc au trésor et y versait le prix de la constitution. Ces fonds servaient à payer l'ancien titulaire et les « gardes du trésor » dressaient une quittance sur la présentation de laquelle les « commissaires du conseil » établissaient les contrats de reconstitution (1).

Les contrats de reconstitutions furent passés par quatre commissaires nommés par le roi, par lettres patentes du 29 janvier 1769, pour toutes les rentes énoncées dans la déclaration de 1765, mais, pour celles créées par les édits de juin 1720 et d'avril 1758, les contrats devaient être établis par le prévôt des marchands et les échevins de la ville de Paris, conformément aux lettres patentes du 27 février 1766 (2).

Ce mode de transmission fut étendu, en 1758, aux rentes perpétuelles sur les aides et gabelles et une déclaration du 2 juillet 1765 généralisa le procédé pour toutes les rentes. Cette dernière déclaration accordait même aux étrangers, propriétaires de rentes, des privilèges considérables en leur permettant de disposer desdites rentes par donations ou testaments, « et en cas qu'ils n'en

(1) Debeaumont, p. 279.

(2) Debeaumont, p. 283.

aient pas disposé, leurs héritiers pourraient leur succéder, encore que leurs donataires, légataires ou héritiers soient étrangers et non régnicoles ». Le roi renonçait donc, à leur profit, à son droit d'aubaine et de confiscation.

Cependant la déclaration de 1765 ne prohibait pas l'usage du transport et des lettres de ratifications ; elle interdisait, au contraire, la reconstitution des rentes grevées de substitution, tant que la charge subsistait.

En fait, la reconstitution fut le seul procédé employé, à la fin de l'ancien droit, pour l'aliénation de toutes les rentes.

Une dernière simplification des formalités de la transmission fut réalisée par la substitution des quittances de finances aux contrats, et c'est là qu'apparaît l'origine du transfert actuel.

Un édit de 1782, portant création de rentes, autorisa les titulaires à en transmettre la propriété « savoir :
« ceux qui en auront fait passer des contrats, par voie
« de reconstitution, et ceux dont la propriété se trouvera
« constatée par les quittances de finances expédiées en
« leur nom, par une nouvelle quittance du garde du
« Trésor royal. »

Dans ce dernier cas, il suffisait donc d'indiquer, au garde du Trésor royal, le nom de l'acquéreur, auquel une nouvelle quittance était aussitôt délivrée ; c'est la dernière étape avant d'arriver au transfert tel qu'il est pratiqué aujourd'hui.

§ 3. — Les mutations.

Comme nous l'avons vu plus haut, les transmissions de propriété des rentes pouvaient aussi se faire à titre gratuit, par les donations entre vifs et les testaments ou par droit d'hérédité ; dans ces divers cas, comment les intéressés arrivaient-ils à faire immatriculer les rentes à leur nom ?

D'une manière générale, on produisait aux payeurs les copies, grosses ou ampliations de tous les actes qui avaient fixé la propriété de la rente : donations, inventaires, testaments, contrats de mariage, renonciation, etc. (1).

Les payeurs en faisaient une analyse précise sur leurs registres, dressaient les immatricules. Chaque rentier avait son feuillet particulier où ces immatricules se mettaient les unes à la suite des autres « et y formaient un « tableau des différentes mutations où le droit des rentiers se perpétuait, sans qu'il puisse s'éteindre que par « le remboursement du principal de la rente et l'énoncé « de la quittance de remboursement mis à la fin de l'im- « matricule. »

Les pièces produites aux payeurs étaient rapportées à la Chambre des Comptes lors du jugement de leurs comptes.

Lorsque des erreurs s'étaient glissées dans un acte,

(1) Debeaumont, p. 409.

il suffisait, en général, de produire un acte de notoriété basé sur l'extrait de baptême de la personne dont les nom ou prénoms étaient erronés, et sur la déclaration de deux témoins. Mais si l'erreur ou omission contenue dans la quittance du garde du Trésor royal était reproduite dans le contrat de constitution, un simple acte de notoriété ne suffisait plus, et il fallait y joindre nombre de pièces authentiques prouvant avec la dernière évidence qu'il y avait eu erreur ; il était même nécessaire de se pourvoir ensuite devant le conseil du roi pour obtenir un arrêt de rectification (1).

Toutes les contestations relatives aux rentes étaient portées, en première instance, devant le Bureau de la Ville et, en appel, devant le Parlement.

(1) Debeaumont, p. 127.

CHAPITRE II

LA PÉRIODE RÉVOLUTIONNAIRE.

SECTION I. — Création du Grand Livre

A la fin de l'ancien régime, les rentes présentaient des variétés considérables ; la longue nomenclature des contrats était un mystère qu'on ne pénétrait que par de patientes et minutieuses investigations : aucun lien méthodique, aucun caractère distinctif entre ces titres ne permettaient d'en constater l'origine et d'en opérer le classement à la première inspection. Il fallait donc, pour mettre de l'ordre dans les finances, classer toutes ces rentes, uniformiser les titres, et faire disparaître toutes les entraves à la libre circulation des valeurs. Ce fut l'œuvre de Cambon.

Pour atteindre ce but, il proposa l'établissement d'un livre qu'on appellerait « Grand Livre de la Dette publique », et où seraient inscrits par ordre alphabétique tous les titulaires de rentes ou porteurs de contrats. Il était naturel dès lors que le succès et la rapidité de la réforme fussent garantis par des pénalités ; la perte des intérêts serait infligée aux créanciers qui n'auraient pas provo-

qué leur inscription avant le 1^{er} janvier 1794 ; passé le 1^{er} juillet suivant, ils seraient frappés de déchéance (1). En outre, les contrats déposés seraient détruits, et toute délivrance illicite de pièces, tendant à faire revivre l'obligation sous sa forme primitive, serait punie de dix ans de fers. Les conclusions du volumineux rapport de Cambon furent adoptées et devinrent la loi organique du Grand Livre, votée le 24 août 1793 par la Convention nationale. En moins d'un an, le 16 nivôse an III, la liquidation fut achevée, mais les rentiers ne furent pas mieux payés et les lois du 9 vendémiaire et 8 nivôse an VI ordonnèrent la réfection du Grand Livre de « l'intégrale », qui après réduction des deux tiers des rentes, devint le Grand Livre du tiers consolidé ; la loi du 21 floréal an X changea cette dénomination pour celle de « *Grand Livre des 5 % consolidés* ».

Conformément à l'article 168 de la loi du 24 août 1793, des extraits d'inscriptions furent délivrés aux propriétaires de rentes (2), et le paiement des arrérages fut singulièrement facilité.

(1) Des déchéances furent successivement prononcées par les lois des 9 brumaire an II, 25 prairial an III, 25 janvier 1810, 20 mars 1813, 23 septembre 1814, 25 mars 1817, et par les décrets des 25 février 1808 et 13 décembre 1809.

(2) L'extrait d'inscription au Grand Livre était ainsi libellé : « Je soussigné, payeur principal de la Dette publique, certifie que le citoyen..... est inscrit sur le Grand Livre de la Dette publique pour une somme de.....

Paris le....., de l'an..... de la République une et indivisible ».

Le minimum de rente inscriptible, d'abord fixé à 50 francs (1), n'ouvrait pas le marché de la rente à la petite épargne et l'on dut le ramener successivement à 10 (2) puis à 5 francs (3), à 3 et 2 francs (4).

On s'occupa ensuite de la confection d'un « double » du Grand Livre et un arrêté de Barbé-Marbois, ministre du Trésor, en date du 26 vendémiaire an XIII, ordonna la confection de ce répertoire qui devait permettre de reconstituer le Grand Livre en cas de sinistre.

SECTION II. — Organisation d'un système de transferts.

Le législateur n'eut garde d'oublier la simplification de la transmission des rentes, et la loi du 24 août 1793 créa, en effet, tout un système de transferts et de mutations, par les dispositions suivantes :

Art. 162. — « Les créanciers non grevés d'oppositions, « qui voudront disposer, vendre ou aliéner, n'auront « d'autres formalités à remplir que de faire leur déclaration, devant un juge de paix ou un notaire, qu'ils entendent qu'un tel soit inscrit en leur lieu et place, pour « la totalité ou partie de la dette publique, dont ils sont « propriétaires sur le Grand Livre. »

« Art. 164. — « La déclaration faite, soit devant le « juge de paix, soit devant un notaire, sera enregistrée

(1) Arrêt du Conseil du 25 janvier 1695.

(2) Loi du 7 août 1822.

(3) Loi du 7 juillet 1848.

(4) Lois des 27 juillet 1870 et 17 janvier 1894.

« dans les dix jours, par le receveur du droit d'enregis-
« trement, et il sera acquitté deux cinquièmes du montant
« de l'inscription sur le Grand Livre, qui aura été cé-
« dée. »

« Art. 165. — Tous les transferts et mutations seront
« justifiés au liquidateur de la Trésorerie nationale, qui
« délivrera un certificat de propriété (1), d'après lequel
« le payeur principal de la Dette publique fera créditer
« le nouveau propriétaire et débiter l'ancien de la to-
« talité ou de partie des objets cédés. »

Les formalités restaient cependant assez nombreuses et nécessitaient beaucoup de frais, aussi ce mode de procéder amena-t-il de nombreuses réclamations pendant la période révolutionnaire.

Pour remédier à cet état de choses, le rapporteur de la loi du 28 floréal an VII, disait dans l'exposé des motifs qu'il « importait au crédit de l'Etat de faciliter les
« transferts des inscriptions au Grand Livre de la Dette
« publique, en les dégageant des formalités qui tendent
« à déprécier cette propriété et qu'il était instant d'adop-
« ter ce qui était commandé par l'intérêt général, comme
« pour le plus grand avantage des rentiers. »

Les dispositions suivantes furent donc adoptées :

« ARTICLE PREMIER. — A compter de la publication de
« la présente, les transferts des inscriptions de la Dette

(1) Ce certificat de propriété n'avait alors qu'un caractère purement administratif.

« publique seront faits à la Trésorerie nationale de la
« manière ci-après. »

« ART. 2. — Il sera établi et tenu à la Trésorerie na-
« tionale, près le Grand Livre, des registres destinés à
« servir de minutes aux transferts et mutations de pro-
« priétés de la Dette publique. Ces registres seront im-
« primés et conçus d'après le modèle annexé à la pré-
« sente. »

« ART 3. — Le vendeur se présentera au bureau char-
« gé de recevoir les transferts, pour y faire sa déclara-
« tion ; il y remettra l'extrait d'inscription qu'il entend
« transférer et dont la signature sera biffée en sa pré-
« sence. Il lui sera expédié un bulletin de cette remise.
« La minute du transfert sera signée par le vendeur ou
« son fondé de pouvoir spécial ».

Deux jours après le transfert, l'acheteur pouvait se présenter en personne ou envoyer le porteur du bulletin remis au vendeur, pour retirer les nouvelles inscriptions ; celles-ci lui étaient remises sur le champ et il en donnait décharge.

Enfin la loi confiait aux notaires, juges de paix ou autres magistrats désignés, le soin de délivrer les certificats de propriété, en cas de mutation.

Cependant la situation de l'agent du Trésor, obligé de vérifier l'identité du cédant, se trouvait singulièrement aggravée : des fraudes furent découvertes ; aussi, pour diminuer la responsabilité du Trésor, l'intervention des agents de change, appelés à certifier l'identité du rentier

et la vérité des pièces produites, fut rendue obligatoire par l'arrêté du 27 prairial an X qui les déclare responsables pendant cinq ans de la validité du transfert.

Ainsi que nous le verrons plus loin, la loi du 27 floréal an III et l'arrêté de prairial an X sont restés les textes organiques de notre législation des transferts, en matière de rentes sur l'Etat.

DEUXIÈME PARTIE

Régie des transferts.

CHAPITRE PREMIER

LES INSCRIPTIONS DE RENTES.

SECTION I. — Le Grand Livre.

Dénommé par Cambon « *le titre unique et fondamental des créanciers de la République* », le Grand Livre ne présente plus aujourd'hui ce caractère ; par suite de la multiplicité des formes revêtues par la Dette publique, il n'est que le relevé des créances qui constituent à proprement parler la « Dette inscrite » : rentes, pensions et cautionnements en numéraire.

Nous nous bornerons à étudier ici la partie du Grand Livre qui concerne les rentes.

Le Grand Livre se compose de plusieurs volumes où les inscriptions sont faites par séries. Le nombre de ces

volumes et celui des séries a été déterminé par les besoins du service (1).

Les séries, au nombre de huit actuellement (2), comprennent les noms des rentiers classés par ordre alphabétique ; dans chaque série le même ordre numérique est reproduit.

Les rentes appartenant à des femmes mariées sont inscrites à leur nom patronymique (3), celles grevées d'usufruit, au nom des usufructiers avec indication du nom du nu-propriétaire (4) et celles appartenant en commun à plusieurs titulaires, sont inscrites au nom de l'un d'eux avec indication des co-propriétaires (5).

Quant aux rentes appartenant aux communes, hospices et aux établissements publics, elles sont inscrites au

(1) Décrets des 31 mai 1862, art. 198, et 18 juin 1864, art. 1.

(2) La 1^{re} série comprend les lettres A C.

2^e — la lettre B.

3^e — — D.

4^e — les lettres E F G.

5^e — — H I J K M.

6^e — — L N O.

7^e — — P Q R.

8^e — — S à Z.

L'arrêté ministériel du 22 décembre 1816 avait dix séries, les huit premières sont celles actuellement existantes, les deux autres comprenaient les rentes des communes et les rentes immobilières.

(3) Loi du 24 août 1793, art. 20.

(4) Loi du 24 août 1793, art. 21.

(5) Loi du 24 août 1793, art. 22.

nom de la ville de leur situation avec indication des établissements (1).

Les rentes mixtes ou au porteur sont réparties en autant de séries qu'il y a de coupures.

L'inscription des rentes se fait sur le vu des certificats de mutations, transferts ou reconversions, transmis par les agents comptables et tout compte nouveau s'ouvre à la suite du précédent, de telle sorte que l'inscription se fasse sans blanc ni ratures (2). On ne débite les comptes qu'après une vérification approfondie de l'ancien titre qui doit présenter une conformité absolue avec le Grand Livre.

Cependant toutes les créances en rentes ne sont pas inscrites dans les séries du Grand Livre ; l'inscription de celles aux noms des agents de changes, banquiers, grands établissements de crédits, qui se produisent en très grand nombre, aurait pour résultat d'augmenter considérablement le nombre des volumes du Grand Livre, aussi une circulaire ministérielle du 7 novembre 1816 a-t-elle prescrit de porter ces créances sur des livres spéciaux et créé des comptes courants aux noms de ces personnes ou de ces établissements.

Il reste encore toute une catégorie de créances qui ne figurent pas dans celles précédemment examinées : ce sont les rentes qui, par suite de mutations, sont attri-

(1) Loi du 24 août 1793, art. 23.

(2) De Bray, *Traité de la Dette publique*, p. 96.

buées à des personnes dont le domicile ni la résidence ne sont connus. Ces rentes sont mises en réserve au « *compte des portions non réclamées* » (1) où, depuis la décision ministérielle du 26 avril 1825, figurent aussi les inscriptions rejetées des états d'arrérages par suite de non paiement pendant plus de 5 ans ; elles sont du reste rétablies dès la production, au Trésor, de pièces régulières, établissant les droits des demandeurs.

SECTION II. — Le double du Grand Livre.

La loi du 24 août 1793 présentait dans ses articles 8 et 9 les dispositions suivantes :

« ART. 8. — Il sera fait deux copies du Grand Livre
« qui seront sommées, arrêtées et signées par les com-
« missaires de la Trésorerie nationale et par le payeur
« principal de la Dette publique. »

« ART. 9. — Une des copies sera déposée aux archives
« de la Trésorerie nationale ; l'autre restera dans les bu-
« reaux du payeur principal de la Dette publique pour
« servir à l'inscription journalière des inscriptions. »

La création de la copie du Grand Livre qui devait être déposée aux archives nationales ne fut jamais faite, mais un arrêté du ministre du Trésor public (2) ordonna la confection du « *double du Grand Livre*. »

Tandis que, sur le Grand Livre, les rentes sont clas-

(1) Créé par une décision ministérielle du 11 mai 1810.

(2) Arrêté du 26 vendémiaire an XII.

sées, dans chaque série, par ordre numérique, elles figurent sur le double, dans un ordre rigoureusement alphabétique et les fiches où elles sont inscrites, à la suite de la communication des certificats de transfert ou de mutation, permettraient ainsi de reconstituer le Grand Livre en cas de destruction.

Le double du Grand Livre sert encore à donner des renseignements sur les rentes existantes, à tous les ayants droit ou à leurs représentants, que le sort des rentes peut intéresser. Ces renseignements sont, cependant, fournis avec la plus grande prudence, et toutes les demandes de ce genre sont soumises à un rigoureux examen de la part du Bureau Central de la Dette inscrite (1).

A la tête du service du Grand Livre se trouve un agent comptable, justiciable de la Cour des Comptes et assujéti au dépôt d'un cautionnement en rentes (2).

L'agent comptable du Grand Livre opère l'inscription des rentes de toute nature, en expédie les extraits, débite les comptes qui doivent être annulés et établit les bordereaux ayant pour objet l'ordonnancement et le paiement des arrérages de rentes (3).

Son compte de gestion, qui embrasse une année com-

(1) Ces demandes doivent être faites sur timbre au directeur de la Dette inscrite, qui a seul qualité pour y répondre (Circ. Dette inscrite du 27 septembre 1873).

(2) Décret du 31 mai 1862, art. 202 et décret du 22 avril 1893.

(3) Ordonnance des 8 décembre 1832 et 17 décembre 1844; décret du 31 mai 1862, art. 201.

plète, doit être produit à la Cour des Comptes dans les six premiers mois de l'année suivante (1).

**SECTION III. — Grands Livres auxiliaires
des Trésoreries générales.**

Sous le régime de la loi du 24 août 1793, les transferts de rentes ne pouvaient s'opérer qu'à Paris : aussi pour favoriser dans les départements la diffusion des titres de la Dette publique, la loi du 14 avril 1819 autorisa l'ouverture au Grand Livre, au nom de la Trésorerie générale de chaque département, celui de la Seine excepté, d'un compte collectif qui comprenait, sur la demande des rentiers, les inscriptions individuelles dont ils étaient propriétaires (2).

Chaque Trésorier général tenait donc, en conséquence, un Grand Livre auxiliaire où étaient inscrits les rentiers compris au compte collectif ouvert, au ministère des finances, au nom de la Trésorerie générale (3).

Les inscriptions en étaient purement nominatives et, pour les différencier des inscriptions délivrées à Paris, on appela les premières inscriptions « *départementales* » et les secondes inscriptions « *directes*. »

Le Trésorier général, contrôlé par le Préfet, remplissait donc, pour son département, les fonctions dévolues,

(1) Décret du 31 mai 1862, art. 211.

(2) Loi du 14 avril 1719, art. 1.

(3) Décret du 31 mai 1862, art. 207.

au ministère des finances, à l'agent comptable des transferts et mutations et à son collègue du Grand Livre ; il était par suite astreint à rendre à la Cour le même compte que ces agents et devait le produire dans le même délai (1).

La comptabilité des Grands Livres auxiliaires était centralisée à Paris, au moyen de l'envoi quotidien des talons des inscriptions et des états de contrôle mensuels envoyés par la Préfecture.

Les titres délivrés par ces comptables équivalaient aux extraits d'inscription délivrés par le directeur de la Dette inscrite. Ils étaient transférables dans les départements et pouvaient, à la volonté des parties, être échangés contre des extraits d'inscription directe (2).

Les Grands Livres auxiliaires furent supprimés par la loi du 24 décembre 1896, et, à partir du 1^{er} janvier 1897, aucune rente départementale ne fut délivrée ; celles existantes furent converties en inscriptions directes, dès qu'une opération en nécessitait la production au Trésor. Comme ces inscriptions départementales ne servaient à percevoir les arrérages que pendant 10 ans, elles furent presque toutes converties dès l'année 1906 (3).

(1) Décret du 31 mai 1862, art. 244.

(2) Loi du 14 avril 1849, art. 4 ; décret du 31 mai 1862, art. 209.

(3) Circulaire de la Dette inscrite du 26 décembre 1896.

SECTION IV. — Les titres de rente.

Conformément à l'article 168 de la loi du 24 août 1793, toute inscription d'une rente au Grand Livre de la Dette publique donne immédiatement lieu à la délivrance d'un extrait d'inscription (1), qui, remis au titulaire, lui sert, non seulement à justifier de son droit vis-à-vis des tiers, mais encore à percevoir les arrérages échus tous les trimestres.

Ces extraits d'inscription, tous détachés de registres à souches, sont signés, à Paris, par le directeur de la Dette inscrite, par l'agent comptable du Grand Livre et par celui des agents comptables (2) qui a certifié l'opération donnant naissance à la nouvelle inscription; ils sont aussi visés par le contrôle central.

Les rentes sont toujours inscrites sans fractions de franc et le minimum inscriptible a été, comme nous l'avons vu, successivement abaissé jusqu'à 2 francs.

Cependant dans le fonds 3 % amortissable le minimum est de 15 francs et les inscriptions se font toujours par multiples de cette somme (3).

Les inscriptions de rente peuvent affecter l'une des trois formes suivantes: nominative, mixte ou au porteur.

(1) Exception est faite pour les rentes portées au compte des portions non réclamées.

(2) L'agent comptable des transferts et mutations ou celui des reconversions et renouvellement des rentes au porteur.

(3) Décret du 16 juillet 1878, art. 3.

§ 1. — Inscriptions nominatives.

A l'origine, toutes les inscriptions de rentes sur l'Etat, délivrées aux rentiers, à la suite de la confection du Grand Livre, affectèrent la forme nominative. On ne peut s'expliquer cette préférence du législateur pour cette nature de titres qu'en se reportant aux dispositions rigoureuses édictées par la Convention contre les marchés à terme et les titres au porteur.

Une loi du 26 août 1793 supprima en bloc « toutes les associations connues sous le nom de caisse d'escompte, « d'assurance à vie, et généralement toutes celles dont le fonds ou le capital repose sur des actions au porteur, « sur des effets négociables, ou sur des inscriptions sur « un livre transmissible à volonté » (1).

Ces dispositions trop dures ne devaient pas être appliquées longtemps, en ce qui concernait les sociétés, mais pour la rente, on ne connut pendant quarante ans que le titre nominatif.

L'inscription de rente nominative relate les nom, prénoms et la qualité civile des rentiers (2) ; c'est une feuille imprimée portant au recto, en tête, les mots « Dette publique », « Extrait d'inscription au Grand Livre », ensuite et sous la certification du directeur de la Dette inscrite, la dénomination des titulaires ; le verso est divisé

(1) Dalloz, *Répertoire*, au mot *Société*.

(2) Cependant pour les hommes, cette qualité n'est énoncée que lorsqu'il doit en résulter une atteinte au droit de libre aliénation.

en un certain nombre de cases destinées à recevoir les estampilles de paiement des arrérages pendant dix ans.

Cette forme de titre est évidemment celle qui présente le plus de garanties, pour la sauvegarde des droits du titulaire : la faculté de faire opposition au paiement des arrérages et d'obtenir le remplacement du titre perdu, sur une simple déclaration, en fait demander la délivrance pour les mineurs, les interdits, les héritiers bénéficiaires, les envoyés en possession provisoire, les femmes dotales, les communes, les établissements publics et en général pour tous les rentiers qui—à un titre quelconque —, n'ont pas la libre disposition de leurs biens.

Outre la désignation du titulaire, on peut faire insérer, dans le libellé des titres nominatifs, toutes les conditions de nature à restreindre dans une certaine mesure le droit de propriété en ce qui concerne la faculté d'aliéner. L'acte authentique contenant des dispositions restrictives doit être relaté dans l'immatricule.

Quant à l'origine des fonds ayant servi à l'achat du titre, elle n'est mentionnée qu'autant qu'il en résulte une restriction quelconque du droit d'aliéner. Bien qu'irresponsable des immatricules, le Trésor ne devrait pas laisser insérer dans un libellé des mentions pouvant donner aux tiers une sécurité apparente.

§ 2. — Inscriptions au porteur.

Avant la période révolutionnaire, on trouve déjà un exemple de rentes au porteur : en effet, les quittances de

finances émises à la suite de l'édit de décembre 1782, portant création de rentes, furent délivrées, au choix des rentiers, soit aux porteurs soit en leur nom. Etant donnée la défaveur qui s'attacha, pendant la révolution, à la spéculation, dont le titre au porteur forme l'instrument par excellence, cette innovation fut de courte durée et tous les titres au porteur qui existaient dans l'ancien droit furent donc supprimés.

Cependant l'article 161 de la loi du 24 août 1793 avait déclaré les rentes « meubles » et la conséquence logique de ce principe était de dégager cette valeur de toutes les difficultés que présente l'aliénation d'un immeuble.

Au mois de frimaire an XI, les conclusions d'un rapport tendant à la création de rentes au porteur jusqu'à concurrence de 5 millions furent rejetées par les consuls (1).

Une autre tentative fut faite par Mollien en 1808 ; il prévoyait l'émission de titres de rentes transférables à volonté par endossement, mais son rapport, transmis au conseil d'Etat, y fut vivement critiqué et l'empereur ne donna aucune suite au projet.

Un progrès pourtant allait être réalisé ; des décisions successives du ministre des finances, en date des 14 octobre 1816, 26 mai 1819, 24 mai 1825 et 5 mars 1830, autorisèrent certaines maisons de banque à émettre, contre le dépôt fait par elles d'inscriptions au Grand Livre,

(1) De Bray, p. 114.

leur appartenant, des « *certificats de participation* » signés par elles et visés par le chef du Grand Livre.

Ces certificats au porteur ou à ordre furent accueillis avec faveur dans le monde des affaires et leur nombre ne tarda pas à devenir trop restreint pour subvenir aux besoins de la spéculation.

On chercha alors à fournir aux transactions sur les fonds publics une valeur aussi facile à négocier ou à échanger qu'un effet de portefeuille et l'ordonnance du 29 avril 1831 autorisa les titulaires d'inscriptions nominatives, qui avaient la libre disposition de leurs rentes, à en demander la conversion en titres au porteur ; un nouveau compte fut ouvert au Grand Livre (1).

Conformément à l'article 6 de l'ordonnance, les arrérages des nouvelles rentes au porteur restaient payables de la même manière que les arrérages des inscriptions nominatives. Un progrès restait donc à réaliser pour faciliter le paiement des semestres d'intérêt. Ce fut l'objet de l'ordonnance du 10 mai 1831 qui créa des coupons d'arrérages, attachés aux inscriptions au porteur, au nombre de dix par inscription, et représentant cinq années d'intérêts. A l'expiration des cinq ans, les titres seraient renouvelés sans frais par le Trésor sur la seule présentation de l'inscription (2). Par suite du paiement des arrérages par trimestres et non plus par se-

(1) Trésor public s/c. de rentes au porteur.

(2) Ordonnance du 10 mai 1831, art. 5.

mestre le nombre des coupons fut porté à vingt (1).

Transmissibles de la main à la main et exclusives, au regard du Trésor, de toute justification de propriété, les rentes au porteur ne sont pas sans présenter des inconvénients. Le Trésor refusa pendant longtemps de remplacer celles adirées, sous le prétexte qu'il ne devait qu'au titre (2). En 1850, la situation des porteurs de ces titres fut un peu améliorée, puisque le Trésor consentit à remplacer le titre perdu moyennant le dépôt d'un cautionnement, en rente nominative, égal à la valeur de l'inscription disparue, augmentée de la valeur des coupons à échoir (3).

La loi du 15 juin 1872 confirma cette procédure en ramenant cependant à vingt ans la durée du cautionnement à déposer au Trésor. Une décision ministérielle du 8 juillet 1890 dispensa du versement du cautionnement les propriétaires de titres perdus qui demanderaient la reconversion de leurs titres, sous la seule condition de laisser les inscriptions nominatives en dépôt pendant vingt ans au Trésor ; les arrérages leur étaient payés sur la production d'une pièce spéciale appelée « *bordereau d'annuel*. »

Depuis le décret du 10 avril 1908, le dépôt des titres à la caisse centrale du Trésor et la délivrance aux parties du bordereau d'annuel ont été supprimés. Actuellement,

(1) Décret du 28 juillet 1896.

(2) Décision ministérielle du 7 septembre 1839.

(3) Décision ministérielle du 4 décembre 1850.

on délivre, en remplacement tant du titre perdu que des coupons y attachés, un titre nominatif revêtu d'une mention constatant l'affectation de la rente en cautionnement.

Il existe des inscriptions au porteur pour les deux fonds de la Dette publique, 3 % perpétuel et 3 % amortissable. Le nombre et la quotité des coupures ont été calculés pour répondre le mieux possible aux besoins de la spéculation et à la commodité des rentiers.

Les titres au porteur sont signés et contrôlés au Trésor de la même manière que les inscriptions nominatives, mais les quotités des coupures sont différentes suivant qu'il s'agit du fonds 3 % perpétuel (1) ou du fonds 3 % amortissable (2).

§ 3. — Les inscriptions mixtes.

Cette nature d'inscriptions fut instituée par un décret du 18 juin 1864 qui en motive ainsi la création :

« Considérant que le paiement des rentes nominatives,
« effectué dans les formes prescrites par la loi du 22
« floréal an VII, exige que le titre soit représenté au
« payeur, pour être revêtu d'une estampille; — considé-
« rant que les rentes au porteur sont payées sur des cou-
« pons qui sont détachés du titre à chaque échéance, et

(1) Les coupures sont de 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 20, 30, 50, 100, 200, 300, 500, 1.000, 1.500 et 3.000 francs.

(2) Les coupures sont de 15, 30, 60, 150, 300, 600, 1.500 et 3.000 francs.

« que ce mode de payement, qui leur est propre, pré-
« sente des facilités appréciées du public, en même
« temps qu'il simplifie la justification de la dépense ; —
« considérant que ces mêmes facilités peuvent être ac-
« cordées aux propriétaires de rentes nominatives, sui-
« vant leur convenance, et que cette modification facul-
« tative dans la forme du titre n'offre rien d'incompatible
« avec les garanties dues au Trésor... »

Les inscriptions mixtes présentent donc à la fois le caractère des titres nominatifs, en ce qui concerne le capital, et celui des titres au porteur, à l'égard de la perception des arrérages, avec, pour corollaire, la facilité accordée aux rentiers de faire opposition, dans les bureaux du Trésor, au transfert du titre dont ils sont titulaires, et celle de faire remplacer leur titre perdu sur la production d'une simple déclaration de perte ; dans ce cas il sera nécessaire d'immobiliser, en un titre de rente purement nominatif, une somme égale au montant des coupons adhérents au titre perdu, ainsi qu'il a été dit plus haut en ce qui concerne les inscriptions au porteur.

Mais, comme la renonciation par le titulaire d'une rente mixte, ou par celui d'une rente au porteur, au bénéfice de l'article 7 de la loi du 28 floréal an VII, équivaut à un acte de propriétaire, il a été décidé que ces rentes ne pourraient être délivrées qu'à des personnes ayant la libre disposition de leurs biens (1).

(1) Décret du 18 juin 1864, art. 1.

Il n'en est donc pas accordé aux mineurs, interdits, envoyés en possession provisoire, aux établissements publics et, en général, à tous les titulaires dont les rentes sont grevées d'une clause restrictive du droit d'aliénation.

Les inscriptions mixtes sont munies de coupons d'ar-rérages leur assurant une durée de dix années (1), mais en raison des conditions mêmes de leur délivrance, elles sont peu demandées et le nombre des opérations sur ces coupures diminue tous les jours.

(1) Les coupures présentent les mêmes quotités que pour les titres au porteur, mais il n'est pas délivré d'inscriptions mixtes pour le fonds 3 % amortissable.

CHAPITRE II

LE SERVICE DES TRANSFERTS ET MUTATIONS.

SECTION I. — Les agents comptables.

Confié, sous la Convention, au liquidateur de la Trésorerie nationale, et au payeur principal de la Dette publique, le service des transferts et mutations fut ensuite attribué au directeur du Grand Livre et dirigé par lui jusqu'en 1814.

Des arrêtés ministériels des 14 et 29 juin 1814 réorganisèrent complètement le service de la Dette inscrite et les opérations sur les rentes furent partagées entre deux agents comptables, celui du Grand Livre et celui des transferts et mutations. Mais, par suite de l'accroissement des opérations sur les rentes au porteur et de la création des rentes mixtes, l'agent comptable des transferts n'était plus en mesure d'exercer sur un service trop chargé une surveillance suffisante pour garantir sa propre responsabilité et celle du Trésor. Un décret du 14 décembre 1876 divisa donc en deux le service des transferts ; l'agent comptable des transferts conserva dans ses attributions toutes les opérations sur les rentes

nominatives, et celles ayant pour point de départ l'annulation ou la transformation d'un titre au porteur, furent attribuées à un nouvel agent comptable, l'agent comptable des reconversions et renouvellements de rentes au porteur.

Les opérations suivantes rentrent donc en tout ou partie dans les attributions de l'agent comptable des transferts et mutations :

- 1° Achats de rentes ;
- 2° Ventes d'inscriptions nominatives et mixtes ;
- 3° Conversions de rentes nominatives et mixtes en rentes au porteur ;
- 4° Renouvellement de rentes nominatives et mixtes ;
- 5° Réunions ou divisions de rentes nominatives et mixtes ;
- 6° Conversions de rentes nominatives en rentes mixtes et réciproquement ;
- 7° Rectifications des libellés et changements de qualités ;
- 8° Rétablissements d'inscriptions atteintes par la prescription quinquennale ;
- 9° Remplacements d'inscriptions nominatives et mixtes, perdues ou détruites ;
- 10° Mutations ;
- 11° Opérations sur les titres d'annuités délivrés à la suite du rachat des canaux d'Orléans et du Loing et sur les rentes majoratisées.

Quant à l'agent comptable des reconversions et renouvellements de rentes au porteur, il procède aux opé-

ractions à effectuer sur des rentes au porteur déjà existantes :

1° Les renouvellements d'inscriptions au porteur dépourvues de coupons ;

2° Les réunions ou divisions de rentes au porteur ;

3° Les conversions de rentes au porteur en rentes mixtes ;

4° Les conversions de rentes au porteur en rentes nominatives ;

5° Les réunions de rentes au porteur à des rentes mixtes ;

6° Les réunions de rentes au porteur à des rentes nominatives (1).

Ces deux agents comptables signent respectivement les extraits d'inscriptions de rentes qu'ils sont appelés à délivrer, et cette signature les rend l'un et l'autre responsables, conjointement avec l'agent comptable du Grand Livre, de la régularité de l'extrait délivré (2).

Tous les trois sont assujettis au dépôt d'un cautionnement qui, pour l'agent comptable des transferts, et celui du Grand Livre, peut être constitué en rentes (3).

Les deux agents comptables des transferts et des reconversions sont, — comme l'agent comptable du Grand Livre, — justiciables de la Cour des comptes ; ils doivent lui produire, à l'appui de leur compte de gestion,

(1) De Bray, *Dette publique*, p. 92.

(2) Loi du 14 décembre 1876, art. 4.

(3) Décrets des 18 octobre 1882 et 21 avril 1893.

tous les titres annulés en échange desquels de nouveaux titres ont été délivrés, et la cour ne prononce leur libération, en ce qui concerne les accroissements résultant de nouvelles inscriptions de rentes qu'après avoir reconnu : 1° qu'elles n'excèdent pas les autorisations législatives en vertu desquelles elles ont été inscrites ; 2° que lesdites inscriptions ont eu lieu sur pièces régulières (1).

Un décret du 24 décembre 1896 a autorisé les agents de change près les bourses de province, pourvues de parquets, à certifier les transferts de rentes nominatives et mixtes lorsque ces transferts ont pour objet la délivrance d'inscriptions nominatives, et les transferts sont signés, après vérification, par le Trésorier général, agissant en qualité d'agent comptable des transferts. Les inscriptions, résultant de ces transferts sont certifiées par le Trésorier général et visées, à Paris, par l'agent comptable du Grand Livre et par un délégué du contrôle central (2).

SECTION II. — Intervention des agents de change.

Conformément à l'article 76 du code de commerce, l'agent de change dispose d'un privilège d'entremise pour la négociation des valeurs, mais, en ce qui concerne les transferts de rentes sur l'Etat, l'arrêté consu-

(1) Décret du 31 mai 1862, art. 204.

(2) *Journal officiel* du 25 décembre 1896.

laire du 27 prairial an X lui a concédé un véritable monopole.

« A compter de la publication du présent arrêté, porte
« l'article 15, les transferts d'inscriptions sur le Grand
« Livre seront faits au Trésor public en présence d'un
« agent de change de la Bourse de Paris qui certifiera
« l'identité du propriétaire, la vérité de sa signature
« et des pièces produites. »

Mais, en retour, l'article 16 le déclare responsable, pendant cinq ans, à dater de la déclaration de transfert, de la validité du transfert, en ce qui concerne les objets de sa certification.

Les inconvénients et l'aggravation de responsabilité résultant, pour le Trésor, de l'application de la loi du 28 floréal an VII furent les véritables motifs de l'arrêté de prairial ; celui-ci reporta sur les agents de change une partie des responsabilités qui, jusque là, pesaient sur le Trésor et ses agents.

Tout transfert de la pleine propriété d'une rente doit donc être certifié par un agent de change ; par suite, un certificat de propriété, délivré sur le vu de la minute d'un acte notarié contenant vente pure et simple d'une rente par le titulaire, au profit d'un tiers, ne peut être accepté pour faire opérer la mutation au nom de ce dernier (1).

Le bureau des transferts, en 1886, a refusé d'exécuter

(1) Décision ministérielle du 7 août 1821.

un jugement du tribunal civil de Caen, ordonnant la licitation d'une rente par devant notaire, au lieu d'en prescrire la vente à la Bourse (1).

Mais, en ce qui concerne les cessions de rentes qui ne forment que l'accessoire d'un contrat principal, telles que les datations en paiement, on considère qu'elles ne portent nulle atteinte au monopole des agents de change. Il en est de même pour les cessions de portions de rentes indivises, de droits successifs comprenant des rentes, d'usufruits ou de nues propriétés ; cependant, dans ce dernier cas, l'opération peut se faire par voie de transfert, ou par cession devant notaire.

La certification des agents de change est encore nécessaire pour obtenir une rente mixte en échange d'une rente nominative, mais la certification de l'agent peut être suppléée par celle d'un notaire (2).

Les agents de change doivent garder le secret le plus inviolable aux personnes qui les chargent de négociations, à moins que les parties ne consentent à être nommées ou que la nature de l'opération ne l'exige (3). Cette obligation au secret, déjà édictée par l'arrêté de prairial an X, consiste à faire porter la rente soit au nom de l'agent de change, soit au nom d'une tierce personne : l'inscription se trouve ainsi fondue dans un compte courant et le secret des opérations est respecté.

(1) De Bray, p. 247.

(2) Loi du 18 juin 1864, art. 1.

(3) Décret du 7 octobre 1890, art. 40.

SECTION III. — Mécanisme des transferts.

Les achats et les ventes de rentes donnent lieu en général à deux opérations distinctes : d'abord, la « négociation proprement dite » qui s'effectue à la Bourse, par le ministère des agents de change, intermédiaires obligatoires entre vendeurs et acheteurs. Cette première opération constitue la formation du contrat, le transfert vient ensuite réaliser cette négociation en substituant sur le Grand Livre de la Dette publique, le nom de l'acheteur à celui du vendeur.

Quant aux transmissions de propriété qui se produisent sans le concours d'un agent de change, celles qu'au Trésor on nomme « mutations », elles ne donnent lieu qu'à une opération unique, le transfert opéré sur le Grand Livre.

§ 1. — Les dossiers du transfert.

D'après les dispositions de la loi du 28 floréal an VII, le transfert devait être effectué au Trésor, sur la signature des parties elles-mêmes et sans le concours d'un officier public (1). Mais, en raison de la responsabilité considérable que ce mode de procéder faisait peser sur le Trésor, l'arrêté consulaire du 27 prairial an X stipula que le transfert ne pourrait être effectué qu'avec

(1) V. *suprà*, p. 18.

le concours d'un agent de change certifiant la signature du vendeur et la vérité des pièces produites.

Le développement des opérations de transfert devait entraîner une autre modification, relative à la suppression des registres de transferts, signés par les parties et à la création de déclarations et de certificats de transferts. Ces innovations furent consacrées par des arrêtés ministériels, en date des 26 février 1821 et 26 janvier 1828.

En exécution des dispositions de ces arrêtés, le transfert est opéré sur la production d'un certificat et d'une déclaration de transfert, établis chez les agents de change et déposés au Trésor.

Le certificat de transfert, divisé en deux parties, comprend dans la première l'énonciation de la rente vendue par somme, série et numéro, et le libellé complet du titre ; cette partie forme le « *débit* ». Dans la seconde partie ou « *crédit* », on inscrit le nom du département où les arrérages seront payables ainsi que le libellé complet de la nouvelle rente à délivrer.

La déclaration de transfert énonce les nom, prénoms, et qualité du vendeur, s'il se présente lui-même, la procuration du fondé de pouvoirs s'il a commis un mandataire, et tous les actes nécessaires pour établir les droits des parties ; le crédit de la déclaration relate, comme celui du certificat, le libellé complet de la nouvelle rente à inscrire.

Autrefois, ainsi qu'il est dit plus haut, les vendeurs étaient tenus de se rendre au bureau des transferts pour signer les déclarations que les agents de change certifiaient ensuite ; cette formalité fut supprimée par la loi du 20 juin 1885, dont l'article unique déclare que « les « déclarations et certificats de transferts de rentes sur « l'Etat seront dressés, signés et scellés dans les bu- « reaux de l'agent de change négociateur et déposés « ensuite au Trésor.

L'arrêté ministériel du 26 janvier 1828 a autorisé l'agent comptable des transferts à faire signer les certificats par l'agent de change et le vendeur ou son mandataire, de manière que ces certificats, bien que considérés comme documents administratifs, puissent, en cas de perte de la déclaration, être invoqués comme preuve suffisante de la vente. Quant aux déclarations, elles sont indéfiniment conservées à la Cour des comptes avec les pièces justificatives produites à l'appui (1).

Les certificats et déclarations régulièrement établis signés et scellés, accompagnés des anciens titres ainsi que des procurations ou autres pièces justificatives, forment ce qu'on appelle un dossier de transfert.

(1) Ordonnance du 21 août 1834.

§ 2. — Examen et exécution des transferts.

Ce dossier est déposé par l'agent de change au bureau des transferts et mutations. Si les pièces sont reconnues incomplètes ou irrégulières, le dossier complet est rendu à l'agent de change aux fins de régularisation. Dans le cas contraire, l'agent comptable des transferts, ou ses délégués « *certifient exact* » le certificat de transfert qui est alors transmis à l'agent comptable du Grand Livre, après avoir été examiné par une section du contrôle central qui prend note des sommes de rente pour une vérification ultérieure et revêt chaque certificat d'un visa portant la date du jour. Lorsque les nouvelles inscriptions sont établies par le Grand Livre, elles sont transmises, après une nouvelle vérification du contrôle, à l'agent comptable des transferts et mutations, qui les compare aux déclarations conservées dans ses bureaux, les signe et les remet aux agents de change.

Le rôle du contrôle central consiste à s'assurer que dans chaque certificat de transfert les sommes inscrites aux crédits et aux débits se balancent exactement, et que chaque jour le Trésor ne délivre pas plus de rentes qu'il n'en annule.

§ 3. — Délais de livraison des titres.

Dans le système de la loi du 28 floréal an VII, qui n'exigeait pas la présence d'un agent de change, l'ache-

teur, ou le porteur du bulletin de dépôt remis au vendeur, pouvait se présenter, deux jours après le dépôt, au bureau des transferts pour retirer la nouvelle inscription ; il n'y avait pas de délai fixé pour le transfert. L'arrêté de prairial an X rendit obligatoire le concours d'un agent de change mais ne fixa encore pas le délai pour le transfert.

Ce délai fut fixé à cinq jours par une délibération de la Chambre syndicale des agents de change de Paris, du 10 fructidor an X, et approuvée par le ministre des finances le 28 du même mois.

Les délais de paiement comme ceux de livraison sont déterminés par les règlements, dûment homologués, des compagnies d'agent de change (1).

Les opérations se font au Trésor avec une rapidité telle, qu'un transfert simple, c'est-à-dire portant sur une inscription, dont le titulaire, maître de ses droits, a signé la déclaration, peut être terminé dans la journée même où il a été déposé, et les nouveaux titres remis dès le lendemain matin à l'agent de change négociateur.

Tous les dossiers de transferts ne se présentent pas, cependant, dans des conditions aussi favorables : un examen plus approfondi est nécessaire lorsqu'il s'agit d'un transfert « à pièces », c'est-à-dire de la vente d'une rente dont le titulaire est décédé, ou dont l'aliénation

(1) Berthaut, *Manuel-formulaire des certificats de propriété*, p. 253.

est soumise à des conditions particulières ; un délai de trois à cinq jours est alors indispensable.

SECTION IV. — Exécution des mutations.

Nous avons vu qu'au Trésor, on donnait le nom de « mutations » à tous les changements de propriété des rentes effectués sans le concours d'un agent de change, aussi les dossiers qui concernent ces opérations ne passent-ils pas, en général, par ces intermédiaires : tantôt ils sont déposés au Trésor par les titulaires eux-mêmes ou leur notaire, tantôt ils sont transmis par les trésoriers-payeurs généraux, et par l'intermédiaire du bureau central de la Dette inscrite.

Ces dossiers sont examinés au bureau des transferts et donnent lieu, en cas d'irrégularités, à la confection de notes de rejet, à la suite desquelles ils sont rendus aux déposants. Si le dossier est reconnu régulier, il est établi alors, comme pour les transferts, une déclaration et un certificat de mutation, au crédit desquels figurent les nouvelles rentes à délivrer, tandis que les anciennes sont relatées au débit. Le certificat seul est signé par l'agent comptable ou par son délégué et transmis au Grand Livre pour l'expédition des nouvelles inscriptions.

TROISIÈME PARTIE

Les Transferts.

Dans la terminologie spéciale du Trésor, on réserve le nom de *transferts* aux seules opérations qui ont pour but la constatation dans les écritures de la Dette inscrite des ventes ou achats de rentes nominatives, et des conversions de rentes nominatives en rentes au porteur. Toutes les autres opérations sont désignées sous le nom de « *mutations* ». Les mutations comprennent donc à la fois le transfert de forme et le transfert de garantie.

Nous adopterons la classification du Trésor et nous étudierons les transferts dans une partie spéciale, une autre sera réservée aux mutations.

Il est à peine besoin de faire remarquer que les règles prescrites pour le transfert des rentes sur l'Etat ne s'appliquent qu'aux titres nominatifs, les seuls qui existassent en l'an VII. Depuis la création des rentes au porteur, alors qu'il n'est plus fait mention du nom des titulaires sur l'inscription, les titres de l'espèce peuvent se transférer par la simple tradition, ainsi que les bil-

lets de la Banque de France ; et, en vertu du principe posé dans l'article 2279 du code civil, le Trésor n'a pas à intervenir pour assurer la propriété et la jouissance de ces rentes entre les mains des porteurs (1).

Quant aux transports et mutations de rentes mixtes, ils sont effectués sur les justifications et suivant les règles applicables aux rentes purement nominatives (2).

(1) Dumesnil et Pallain, *Traité de la législation spéciale du Trésor en matière contentieuse*, p. 117.

(2) Circulaire de la Dette inscrite du 15 juillet 1864.

CHAPITRE PREMIER.

NATURE JURIDIQUE DE L'INSCRIPTION DE RENTE.

SECTION I. — Incorporation du droit dans le titre.

Le caractère mobilier de la rente a été nettement établi dans l'article 161 de la loi du 24 août 1793 (1); le code civil vint ensuite confirmer cette règle (2) et, malgré la volonté des propriétaires de donner à leurs rentes le caractère immobilier, il faut en conclure qu'une loi seule pourrait introduire une modification de cette nature dans la législation de la Dette publique (3).

Dès lors, il semblerait logique d'appliquer aux ren-

(1) « A l'avenir on pourra disposer de tous les sujets compris dans le Grand Livre de la Dette publique, comme des créances mobilières, sauf contre les seuls propriétaires actuels ou leur succession l'exercice de toutes actions, emplois et recours, comme par le passé. »

(2) L'article 529, § 2 porte : Sont aussi meubles par la détermination de la loi les rentes perpétuelles et viagères, soit sur l'Etat soit sur des particuliers.

(3) Décision du comité des finances à l'occasion d'un rapport adressé par M. Mollien à l'empereur le 2 mars 1808 et tendant à permettre aux propriétaires de donner facultativement à leurs rentes le caractère immobilier.

tes le droit commun qui régit les meubles incorporels, et, en particulier, de ne donner à l'écrit qui constate le droit qu'une valeur purement énonciative, de le considérer en quelque sorte comme un *instrumentum*.

L'obligation ordinaire, en effet, découle du consentement échangé entre personnes capables, consentement sans vices, donné en vue d'une cause licite. C'est cette cause, dûment établie, qui est le fondement de l'obligation ; le titre, s'il y en a un, ne crée pas l'obligation, il la constate (1). Si l'écrit disparaît, on peut recourir à toute autre preuve pour établir le droit.

En matière de titre fiduciaire il n'en n'est plus de même, et l'écrit devient « générateur » (1) de l'obligation ; l'engagement prend sa base non dans un accord de volonté, mais dans l'inscription elle-même ; l'Etat se reconnaît le débiteur du titulaire inscrit, sans autre justification que celle de l'existence de l'inscription, et c'est pour faciliter cette preuve que l'Etat remet à l'ayant droit un extrait d'inscription.

« Cet extrait ne constitue pas le titre même de la créance, lequel ne diffère pas de l'inscription portée sur le Grand Livre ; il a pour unique objet de faciliter les rapports entre l'Etat et ses rentiers : à l'un il fournit un moyen de contrôle intérieur lui permettant de s'assurer de l'identité de ceux qu'il appelle à toucher les arrérages, aux autres il donne le moyen de justifier

(1) Thaller, *Traité élémentaire de droit commercial*, p. 447.

« sans déplacement de l'existence des créances comprises dans leur fortune » (1).

Un titre n'est même pas délivré aux rentiers titulaires de la nue propriété d'inscriptions portées sur le Grand Livre, leurs droits étant suffisamment établis par la mention faite sur ce Grand Livre (2).

Le titre est cependant nécessaire pour exercer le droit, le rentier devra le produire et en cas de perte le faire remplacer; jusque-là toute opération demeure suspendue.

« Il existe donc un lien intime entre la créance et l'inscription. L'élément obligation n'existe pas seul, la créance n'est pas indépendante de tout élément autre que la volonté. A cet élément purement intellectuel vient s'ajouter un élément visible, tangible, matériel, le titre écrit, l'inscription sur les registres.

« Cette inscription nous apparaît comme un véritable titre constitutif du droit, un de ses éléments organiques, sans lequel le droit ne pourrait pas exister. Elle incarne, elle incorpore la créance » (3).

Est-ce à dire que le consentement des parties ne joue plus aucun rôle dans la création de l'obligation? Non. Incorporation ne veut pas dire personnification. L'obligation ne cesse pas d'avoir pour fondement la vo-

(1) Minard, *Du titre nominatif*, p. 83, note.

(2) Décret du 14 ventôse an III, art. 6.

(3) Minard, p. 84.

« lonté des parties contractantes. C'est en vertu de cette
« volonté que le titulaire est créancier et non parce qu'il
« y a inscription de son nom sur les registres. C'est le
« titulaire et non le titre qui est créancier » (1).

La situation reste la même s'il s'agit d'un titre au porteur. L'Etat est censé déclarer que, au lieu d'avoir à enregistrer l'acquéreur sur ses livres, il laissera l'extrait d'inscription circuler en dehors de lui et admettra la personne qui viendra le lui représenter, à exercer le droit. L'immatriculation que le transfert réalise à l'égard d'un titre nominatif trouve son équivalent dans le fait de la tradition de la main à la main (2).

Cependant « la créance ne s'incorpore pas dans l'écrit
« au point de devenir un accessoire de cet écrit... Incorporation ne signifie ni absorption ni accession. Le
« droit ne se confond pas avec l'écrit ; l'écrit n'est pas
« une dépendance du droit ; il y a union des deux, ils
« sont également nécessaires. L'écrit n'est qu'une condition d'existence du droit ; ordinairement un droit
« pour exister exige la réunion de plusieurs éléments,
« consentement, objet et cause. Ici il s'en ajoute un
« quatrième, l'écrit » (3).

(1) Minard, *op. cit.*, p. 85.

(2) Thaller, *op. cit.*, p. 449.

(3) Minard, *op. cit.*, p. 86.

SECTION II. — Nature du transfert.

Plusieurs théories ont été émises sur la nature juridique du transfert. Basées sur les principes du droit commun, les unes ont envisagé ce contrat comme une novation par changement de créanciers, les autres comme une assimilation à la délégation (1). La conclusion de ces théories est que si le débiteur, l'Etat, en l'espèce, se libère mal, il doit être rendu responsable conformément aux termes de l'article 1239 du code civil. A la première de ces théories, on peut opposer que la novation ne se présume pas et doit être expresse ; quant à la seconde qui n'explique pas le refus des actions en nullité contre le nouveau titulaire ayant acquis d'un incapable ou d'un *non dominus*, il semble difficile d'admettre sa conclusion tendant au rétablissement de l'inscription du *verus dominus* et au maintien, sur le Grand Livre, de l'inscription du nouvel acquéreur.

Il sembla donc que l'on doive chercher ailleurs la nature de ce contrat, dont la base fut autrefois la cession de créance ; son histoire va, du reste, nous fournir de précieuses indications.

« Afin de faciliter la transmission des rentes, nous dit M. Minard (2), laquelle n'était au début qu'une ces-

(1) La théorie de la délégation est celle de M. Thaller, *Traité de droit commercial*, n° 600.

(2) *Op. cit.*, n° 104.

sion de créances, compliquée par la formalité de l'immatriculation, on avait imaginé, vers le milieu du XVIII^e siècle, le procédé de la « reconstitution », dont l'effet était de dispenser le rentier de la preuve des origines de son droit de propriété.

« C'était en quelque sorte un paiement par subrogation. L'acheteur remettait son prix au garde du Trésor royal et celui-ci, après avoir vérifié les droits du vendeur et constaté l'absence d'hypothèques et d'opposition, éteignait l'ancienne créance par le versement entre les mains du vendeur du prix payé par l'acheteur. Un nouveau contrat était passé entre le Trésor et le cessionnaire. Celui-ci avait donc un droit propre pour la justification duquel il lui suffisait de présenter son titre.

« Aujourd'hui, les formalités ne sont plus les mêmes, l'acheteur paie le prix de son acquisition entre les mains du vendeur et non plus au Trésor. On peut donc se demander si, en créant le Grand Livre, la loi du 24 août 1793 a eu pour effet de supprimer le procédé de la reconstitution ?

« Les fondateurs du Grand Livre, croyons-nous, n'ont été inspirés que par des préoccupations politiques. Leur but unique était, comme ils l'ont dit, d'uniformiser et de républicaniser la dette ; jamais ils n'ont songé à modifier, dans sa nature, le procédé juridique de la transmission des rentes » (1).

(1) Minard, *op. cit.*, p. 93.

Aussi, M. Minard envisage-t-il à juste titre, croyons-nous, le transfert actuel, comme une simplification de la reconstitution et non comme une cession de créance et les raisons qu'il en donne paraissent avoir une grande force :

« L'indépendance entre le droit du vendeur et celui
« de l'acheteur, indépendance que proclament les textes,
« est incompatible avec l'idée de cession de créance ;
« elle s'explique parfaitement par l'idée d'une reconsti-
« tution.

« La loi de 1793 qui a eu pour objet de faciliter la
« transmission des rentes aurait abouti à un résultat
« contraire à celui qu'elle cherchait, en en faisant une
« cession de créance. N'est-il pas plus rationnel de sup-
« poser que, s'emparant du procédé nouveau de la re-
« constitution, qui déjà offrait des avantages sur la ces-
« sion de créance, elle a voulu en simplifier les formes,
« tout en en conservant les effets ? Le versement au Trésor
« du prix d'achat était une cause de lenteur bien inutile,
« puisque le Trésor se libérait envers le vendeur en lui
« remboursant, non pas la somme empruntée, mais le
« prix de vente. Pourquoi, tout en conservant à l'opéra-
« tion ses effets juridiques, ne pas autoriser l'acheteur
« à se libérer directement entre les mains du vendeur ?
« C'est ce que fit la loi de 1793 ; mais, au fond, le trans-
« fert resta une reconstitution, aboutissant à l'extinc-

« tion de l'ancienne rente et à la création d'une nouvelle » (1).

Enfin, comme argument de fait, le même auteur constate l'analogie flagrante qui existe entre les formalités de la reconstitution et celles du transfert réglementé par la loi du 24 août 1793.

« Voulons, dit l'article 12 de l'édit de 1782, que le garde de notre Trésor royal reçoive de tous ceux qui voudront employer leurs deniers à l'acquisition des dites rentes, au lieu et place des premiers et autres subséquents acquéreurs, les sommes qui seront à cette fin offerte ; et lesdites sommes seront employées au remboursement des anciens propriétaires qui en passeront leurs quittances de remboursement à la décharge dudit garde de notre Trésor royal, auquel ils remettront les dites quittances, leurs contrats et pièces justificatives de propriété de leurs rentes,... au moyen de quoi, ils seront rejetés de nos Etats. »

Art. 165 de la loi du 24 août 1793 : « Tous les transferts et mutations seront justifiés au liquidateur de la Trésorerie nationale, qui, après vérification de la déclaration enregistrée (déclaration de transfert) et de l'extrait d'inscription du ci-devant propriétaire, délivrera un certificat de propriété, d'après lequel le payeur principal de la Dette publique fera créditer le nouveau

(1) Minard, *op. cit.*, p. 95.

propriétaire et débitera l'ancien de la totalité de partie des objets cédés. »

« Dans les deux cas, il y a vérification par le Trésor
« du droit du vendeur, décharge donnée par le vendeur
« au Trésor, remise au Trésor et annulation des titres
« du vendeur, toutes opérations qui ne s'expliquent que
« par une libération du Trésor et l'extinction de l'an-
« cienne rente » (1).

En dernière analyse, le transfert se résoud donc en une libération du Trésor vis-à-vis du cédant, suivie d'un nouvel engagement envers l'acquéreur ; et, malgré le déplacement des responsabilités inhérentes à la qualité d'établissement débiteur, déplacement opéré du Trésor aux officiers publics désignés par la loi du 28 floréal an VII et arrêté du 17 prairial an X, le transfert des rentes sur l'Etat n'en reste pas moins une reconstitution simplifiée.

(1) Minard, *op. cit.*, p. 95.

CHAPITRE II.

FORCE PROBANTE DE L'INSCRIPTION.

L'article 6 de la loi du 28 floréal an VII, qui énumère les cas dans lesquels un certificat de propriété peut remplacer la déclaration de transfert, ne mentionnant pas les actes à titre onéreux, il en résulte que le transfert est un acte obligatoire, ne pouvant être suppléé par aucun autre, et que cette formalité est d'ordre public. Aussi a-t-il été jugé que le transport d'une rente sur l'Etat fait par acte notarié était insuffisant pour saisir le cessionnaire (1). Le seul consentement ne suffit pas en effet pour opérer la transmission de propriété, même entre les parties, et le seul moyen légal d'y parvenir, c'est la mention sur le Grand Livre de la Dette publique de la convention intervenue entre les parties ; les termes formels de l'article 6 de la loi du 24 août 1793 ne laissent aucun doute à cet égard.

(1) S., 1838, 2, 456.

SECTION I.— Force probante de l'inscription vis-à-vis du Trésor.

Le transfert légalement opéré et l'inscription faite sur le Grand Livre transportent la propriété de la rente ; l'acquéreur en est définitivement saisi. L'inscription constitue donc la preuve écrite et complète de son droit de propriété.

« Attendu, dit un arrêt de la cour de cassation, qu'aux
« termes des lois des 24 août 1793, 28 floréal an VII, et
« de l'arrêté du 27 prairial an X, l'inscription d'une rente
« sur le Grand Livre est une preuve écrite et complète
« du droit de propriété de celui au profit de qui elle a
« été faite » (1).

Il n'est donc pas permis, à l'égard du Trésor, de rechercher à quel titre l'inscription se trouve inscrite au nom du titulaire. Par suite de l'incorporation du droit dans le titre, la force probante ne peut être détruite que par une nouvelle inscription, et tant que cette inscription existe, le Trésor ne reconnaît pour créancier que le titulaire inscrit ; cette conclusion n'est du reste contestée ni par la doctrine ni par la jurisprudence.

SECTION II. — Force probante vis-à-vis des tiers.

La force probante de l'inscription de rente vis-à-vis des tiers est encore très contestée et d'une manière gé-

(1) S., 1844, 1, 788.

nérale la jurisprudence se montre hésitante, mais n'accueille jamais une action en revendication basée sur de simples présomptions ; il faut des présomptions graves appuyées d'un commencement de preuve par écrit, ou l'articulation de fraude ou de dol.

On peut cependant poser comme principe, que la propriété d'une rente ne peut être contestée au cessionnaire de bonne foi à qui le titulaire inscrit a cédé son droit, si toutes les formalités prescrites pour le transfert ont été observées ainsi qu'en témoigne l'espèce suivante :

En 1866, une dame Coffin était décédée laissant son mari commun en biens, donataire en usufruit de sa succession, et trois enfants, Virgile Coffin et les dames Androgé et Ponsot, sœurs utérines de ce dernier. Nicolas Coffin, époux survivant, reçut, dans la liquidation, une somme, moitié en pleine propriété, moitié en usufruit dont la nue propriété fut attribuée par tiers aux enfants de la dame Coffin.

On inscrit le mari pour l'usufruit, la nue propriété par tiers aux enfants. La dame Ponsot qui n'avait, en réalité, droit qu'au sixième, vend son tiers en nue propriété à la caisse paternelle ; une nouvelle mutation est opérée. Nicolas Coffin actionne alors les nu-propriétaires pour leur faire attribuer le sixième.

Le tribunal de Sedan se basant sur l'article 1599 du code civil, la vente de la chose d'autrui est nulle, prononce la réduction. La cour de Nancy confirme. Sur

pourvoi en cassation, la cour casse l'arrêt de Nancy (1) :

« Attendu que l'inscription sur le Grand Livre forme
« la preuve écrite et complète de la propriété de celui
« au nom duquel elle est faite ; que, sans doute, celui
« qui prétend qu'une erreur a été commise dans l'im-
« matricule de la rente, et qu'il en est propriétaire soit
« pour le tout, soit pour une part autre que celle qui
« lui a été attribuée par l'inscription, peut prouver son
« droit en même temps que l'erreur, contre celui au
« nom duquel l'immatriculation erronée a eu lieu, pour-
« vu, toutefois, qu'il produise ou une preuve écrite ou
« des présomptions graves et précises appuyées d'un
« commencement de preuve par écrit ; mais que la
« même action ne saurait lui être accordée contre le
« cessionnaire de bonne foi, auquel le propriétaire dé-
« nommé dans l'inscription a cédé son droit, établi par
« le titre, avec l'accomplissement de toutes les formalités
« prescrites par les lois spéciales au transfert des ren-
« tes sur l'Etat ; que le cessionnaire a dû en effet faire
« foi à un titre qui, aux termes de l'article 6 de la loi du
« 24 août 1793, constatait d'une façon authentique les
« droits du cédant à la rente ou portion de rente imma-
« triculée à son nom. »

Cependant, la revendication a été admise par les tribunaux dans des cas fort nombreux (2) notamment

(1) D., 1877, 1, 378.

(2) S., 1872, 2, 270 ; S., 1877, 1, 450.

quand la rente a été portée au nom d'un titulaire par fraude ou par vol ; elle l'est encore dans le cas où une donation non acceptée a été faite par transfert, ainsi que cela a été jugé par un arrêt de la cour de Paris (1), rendu dans les circonstances suivantes :

Un sieur Lelarge, décédé en 1885, avait par testament partagé sa fortune entre ses frères, sœurs et petite-nièce, Claire Juge. On découvrit dans les papiers du défunt un titre de rente au nom de la mineure Juge; le père de la mineure assigna les héritiers en remise du titre, et le tribunal de la Seine accueillit la demande.

Sur appel, la cour de Paris rendit un arrêt ainsi motivé :

« Considérant que le droit pour le *de cujus* de gratifier la mineure de la propriété d'un titre de rente sans
« recourir aux formes solennelles édictées par les
« articles 931 et 932 du code civil ne saurait être contesté, que Lelarge a pu faire de ce titre une libéralité
« indirecte ; mais, considérant que l'acceptation par le
« bénéficiaire est nécessaire pour la validité d'une libéralité indirecte ; que l'immatriculation du titre au
« nom de la mineure démontre bien chez Lelarge l'intention de faire une libéralité, mais n'établit point
« qu'il y ait eu, de la part du tuteur de la mineure, acceptation ni même connaissance de cette libéralité,

(1) D. P., 93, 2, 489. En sens contraire, arrêt C. d'Orléans, D. P., 46, 2, 3.

« qu'en effet l'immatriculation d'un titre de rente peut
« toujours être faite sur l'ordre d'un tiers, sans l'agrément,
« même à l'insu du bénéficiaire ; que, dans l'es-
« pèce, il est démontré que la mineure et son tuteur ont
« ignoré cette immatriculation jusqu'après le décès de
« Lelarge. Considérant, au surplus, qu'on ne saurait,
« aucun dessaisissement n'ayant eu lieu, considérer le
« titre comme ayant été l'objet d'un don manuel (1)...

« Par ces motifs, dit que le titre ne peut être considéré
« comme ayant fait l'objet d'une disposition au
« profit de la mineure Juge et qu'il doit rester dans la
« succession Lelarge.

Un arrêt du conseil d'Etat (2), dans une espèce analogue, a décidé qu'un titre inscrit au nom d'un sieur Poirault, à la suite d'une libéralité indirecte non acceptée, faite par transfert, devait être partagé entre ledit sieur et les autres bénéficiaires d'une donation ultérieure.

Du reste, en ce qui concerne ces donations déguisées, n'ayant d'autre base que la déclaration de transfert, le Trésor refusait de les opérer conformément à l'article 33, titre IV, de l'instruction ministérielle du 1^{er} mai 1819,

(1) Le motif tiré du défaut de dessaisissement de la part du donateur, n'a de valeur qu'au cas où il s'agit d'un titre au porteur. La détention du titre nominatif ne peut avoir aucune influence sur la propriété, et le dessaisissement ne s'opère que par l'inscription sur le Grand Livre.

(2) D. P., 85, 3, 17.

et depuis la décision de la Chambre syndicale des agents de change du 28 avril 1828, il n'accepte généralement plus qu'un particulier soit directement inscrit comme acquéreur.

Cette jurisprudence qui donne à l'acquéreur de bonne foi d'un titre nominatif la certitude de n'être pas inquiété plus tard par le *verus dominus* a été assez vivement critiquée dans son application aux autres valeurs mobilières (1), mais en ce qui concerne les rentes sur l'Etat, elle nous semble parfaitement justifiée, étant donné le principe formel posé dans l'article 6 de la loi du 24 août 1793, et dont le Trésor s'est toujours montré le gardien vigilant.

(1) Wahl, note sous Paris, 21 février 1896, S., 98, 2, 289.

CHAPITRE III

LES PROCURATIONS

Lorsque le propriétaire d'une inscription de rente ne peut se présenter chez un agent de change, pour signer les feuilles de transfert, il peut commettre un mandataire de son choix et produire un acte donnant pouvoir à ce mandataire de le représenter, en vue de faire opérer la vente et le transfert ; c'est ce qu'on appelle *donner procuration*.

Les procurations sont données tantôt sous la forme authentique, tantôt par acte sous seings privés et dans le premier cas elles peuvent être dressées soit en minute soit en brevet.

SECTION I. — Procurations authentiques.

Quelle que soit l'importance de la somme de rente à transférer, le rentier peut toujours donner sa procuration en la forme authentique, c'est-à-dire par devant les officiers publics que la loi a désignés à cet effet.

En France les procurations authentiques sont don-

nées par acte notarié et, suivant que la rente à aliéner est supérieure ou non à 50 francs, l'acte sera dressé en minute ou en brevet ; dans le premier cas, le notaire délivrera une expédition de la procuration et, dans le second, c'est le brevet lui-même qui sera produit au Trésor.

A l'étranger, les procurations authentiques sont dressées par les chanceliers des postes diplomatiques ou consulaires, les vice-consuls rétribués et les agents consulaires exceptionnellement autorisés à faire les actes attribués aux chanceliers en qualité de notaires (1).

En temps de guerre, les procurations sont données par les militaires ou marins devant les fonctionnaires de l'intendance ou du commissariat ; dans les départements isolés, devant l'officier commandant, et dans les hôpitaux, devant le médecin directeur ou son remplaçant (2).

Au cours d'un voyage maritime, les procurations données par les gens du bord sont dressées par l'officier d'administration ou le commandant sur les bâtiments de l'Etat, et, par le capitaine ou patron, assisté du second, sur les autres bâtiments (3).

Les procurations qui n'auront pas été dressées en minute, dans le cas où la rente est supérieure à 50 fr.,

(1) Circulaire ministérielle des affaires étrangères du 30 juin 1884 rapportant une décision contraire du 24 septembre 1834.

(2) Loi du 8 juin 1893, art. 1.

(3) Loi du 8 juin 1893, art. 2.

devront être déposées à un notaire, en France, qui en délivrera une expédition. Le dépôt peut être effectué par un tiers.

SECTION II. — Procurations sous seings privés.

Pour les sommes de rente à transférer qui ne dépassent pas 50 francs, l'ordonnance du 5 mars 1823 avait autorisé l'usage de procurations données sous seings privés. Dans le but d'affranchir les rentiers de toutes les formalités pouvant entraver sans utilité aucune la négociation de leurs titres, un décret du 6 février 1862, suivi d'une décision ministérielle du 7 du même mois, avait généralisé l'usage des procurations sous seings privés, en les étendant à toutes les quotités de rentes.

Mais à la suite d'un jugement rendu par le tribunal civil de la Seine, confirmé par la cour de cassation, en juillet 1876, et condamnant la Chambre syndicale des agents de change, solidairement avec le Trésorier Payeur général de la Gironde, à rembourser le prix d'une rente, dont la vente s'était effectuée sur la production d'une procuration sous seings privés, revêtue d'une signature fausse, bien que légalisée par le maire, une décision ministérielle prescrivit le retour au système de l'ordonnance du 5 mars 1823, en refusant d'admettre les sous seings privés pour des ventes de rentes supérieures à 50 francs (1).

(1) Circulaire du mouvement général des fonds du 2 août 1876.

L'acceptation des procurations données sous cette forme n'est cependant pas obligatoire pour les Trésoriers généraux, ni pour la Chambre syndicale des agents de change, s'ils ont des doutes sur l'identité du vendeur (1).

Le Trésor prescrit le dépôt, à un notaire français, des procurations données à l'étranger, lorsque la rente à transférer est supérieure à 10 francs ; il en est délivré une expédition pour le transfert.

SECTION III. — Dispositions communes à toutes les procurations

Autant que possible, les procurations doivent être spéciales à l'opération et donner une désignation complète par somme, série, ou section, numéro et immatricule de la rente à transférer. A défaut de renseignements précis, le bureau des transferts admet cependant des procurations donnant pouvoir de vendre « les rentes dépendant de la succession de N... » ou « les rentes appartenant à N... » ; mais elles doivent contenir les pouvoirs de « *vendre et transférer* ». Lorsque la procuration contient pouvoir de requérir la conversion en titres au porteur, le Trésor n'admet pas la vente ; tandis que si elle contient le pouvoir de vendre, il accepte la conversion de la rente nominative en titres au porteur.

(1) Circulaire du mouvement général des fonds du 24 décembre 1877.

Le titulaire peut désigner tout mandataire qu'il lui plaira ; en général, c'est un agent de change ou l'un de ses fondés de pouvoir ; et, dans ce cas, conformément à l'article 1596 du code civil, le Trésor ne permet pas que le mandataire puisse figurer en même temps comme acquéreur sur les feuilles de transfert (1).

Conformément aux principes du droit civil, tout mandataire a le droit de se substituer quelqu'un, mais, si la procuration ne contient pas le pouvoir de substituer, le mandataire est responsable des fautes de la personne qu'il a choisie. Le Trésor, au contraire, dans le but de protéger les intérêts des vendeurs, n'admet la substitution de pouvoirs que si la procuration l'autorise de façon expresse (2) ; il n'est fait d'exception à cet usage que dans le cas où le mandataire se substitue un agent de change, personne dont la solvabilité est notoire et indiscutable.

Quelle qu'en soit la forme, les procurations sont toutes assujetties à la formalité de l'enregistrement au minimum du droit déterminé par la loi, ainsi qu'à la formalité du timbre (3).

Une seule exception est faite pour les procurations concernant la vente de rentes achetées d'office par les caisses d'épargne à la suite de consolidations.

(1) Article 85 du code de commerce.

(2) Décision ministérielle du 24 février 1815.

(3) Ordonnance du 5 mars 1823, art. 1, et loi du 13 brumaire an VII, art. 12.

Sur les brevets ou les expéditions de procurations, les signatures des notaires, — sauf ceux du département de la Seine, — sont légalisées par le président du tribunal du ressort ou par le juge de paix du canton (1) ; celles des fonctionnaires des colonies ou des affaires étrangères sont légalisées en dernier lieu à Paris au ministère des colonies ou des affaires étrangères (2). Quant aux signatures des titulaires sur les procurations sous seings privés, elles sont légalisées par le maire du domicile du rentier et la signature du maire est légalisée par le préfet ou le sous-préfet (3). Les signatures des procurations dressées en exécution de la loi du 8 juin 1893, sont légalisées : soit par un commissaire aux armements, soit par un commissaire de l'inscription maritime, par un fonctionnaire de l'intendance ou par un médecin chef, suivant qu'elles ont été dressées sur un bâtiment de l'Etat, sur un navire de commerce, dans un corps de troupe ou dans un hôpital. Des conventions avec l'Allemagne et l'Italie ont réglé les légalisations d'une façon spéciale (4).

SECTION IV. — Durée de validité des procurations.

Le Trésor n'effectue pas les transferts de rente en vertu de procurations dont la date remonte à plus de

(1) Loi du 25 ventôse an XI, art. 23.

(2) Ordonnance du 25 octobre 1823.

(3) Circulaire du mouvement des fonds du 24 décembre 1877.

(4) Convention du 14 juin 1872 et convention de 1866.

dix ans. On a adopté cette règle par analogie avec les anciennes procurations pour paiement d'arrérages dont la durée avait été fixée à dix ans par l'arrêt du conseil du 30 octobre 1764 et l'ordonnance du 1^{er} mai 1816. On a fait valoir contre cet usage les termes de l'article 2003 du code civil portant que le mandat ne finit que par la révocation, la renonciation, la mort ou la déconfiture du mandant ou du mandataire. Mais on peut répondre que la vente d'une rente est faite généralement en vue d'un but précis, et que le retard apporté à cette opération peut dénoncer une volonté contraire chez le titulaire. Du reste, la pratique du Trésor semble trouver un appui dans l'article 121 du code civil, dont les termes disposent que si l'absent a laissé une procuration, ses héritiers présomptifs ne pourront poursuivre la déclaration d'absence et l'envoi en possession provisoire pendant un délai de dix ans. Si donc, au bout de dix ans, les héritiers peuvent obtenir le jugement de déclaration d'absence, c'est parce que le législateur suppose que, passé ce délai, le mandat ne produit plus d'effets.

Cependant il a été pris par le Ministre les 5 novembre 1810 et 13 mars 1817, sur les conclusions du conseil du contentieux, deux décisions ordonnant l'admission de deux transferts, en vertu de procurations, dont l'une avait onze années et l'autre plus de quinze ans de date.

CHAPITRE IV

DE LA CAPACITÉ REQUISE POUR TRANSFÉRER

L'individu majeur et maître de ses droits ayant la libre et entière disposition de ses rentes peut transférer sur la seule justification de son identité.

En ce qui concerne les incapables, au contraire, la vente des inscriptions leur appartenant ne peut être faite qu'avec les diverses formalités prescrites par le droit civil et la législation spéciale du Trésor sur les rentes.

Parmi les incapables, les uns sont frappés d'une incapacité absolue, comme le mineur non émancipé, l'aliéné, ou l'interdit ; les autres se trouvent seulement dans une incapacité relative et peuvent alors disposer de leurs rentes avec l'assistance ou l'autorisation d'une personne qui les habilite ; parmi ceux-ci on peut citer le mineur émancipé, le prodigue, la femme mariée et le liquidé judiciaire, les personnes morales, communes, établissements publics et religieux.

A cette liste, il convient d'ajouter encore les personnes dont l'incapacité résulte d'une qualité prise par

elles, par exemple les héritiers sous bénéfice d'inventaire et les curateurs aux successions vacantes, les envoyés en possession provisoire, etc.

Nous passerons rapidement en revue les formalités imposées à l'aliénation des rentes appartenant à ces incapables.

SECTION I. — Mineurs non émancipés et interdits.

Parmi les mineurs non émancipés les uns se trouvent sous tutelle, les autres sous l'administration légale de leur père ou mère.

§ 1. — Mineurs sous tutelle et interdits.

Une loi du 24 mars 1806 avait permis aux tuteurs d'aliéner, sans aucune autorisation, les rentes appartenant à leurs pupilles, lorsque la quotité n'excédait pas 50 francs. Au delà de 50 francs, l'aliénation devait être autorisée par une délibération du conseil de famille ; mais dans les deux cas, la vente était faite sans les affiches, ni publications exigées pour la vente des biens mobiliers appartenant à des mineurs.

Dans un but de protection plus efficace à l'égard des mineurs, la loi du 27 février 1880 a exigé une délibération du conseil de famille dans tous les cas ; en outre, si le capital, correspondant à la quotité de rente à vendre, est supérieur à 1.500 francs, l'homologation par les tribunaux est obligatoire. C'est au conseil de

famille d'apprécier si la valeur de la rente dépasse 1.500 francs en capital et par suite si l'homologation est nécessaire.

§ 2 — Mineurs sous administration légale.

D'après une constante pratique, la loi du 24 mars 1806 s'appliquait à tous les mineurs, en ce qui concernait l'aliénation des rentes sur l'Etat, et le père administrateur légal ne pouvait, par suite, aliéner seul les rentes appartenant à ses enfants lorsque la quotité était supérieure à 50 francs.

Cet usage avait soulevé de nombreuses plaintes et de vives critiques de la part des tribunaux ; cette situation cessa par l'abrogation de la loi de mars 1806 contenue dans la loi du 27 février 1880. Mais comme cette dernière ne parlait pas des mineurs sous l'administration légale, on en revint au système de l'article 389 du code civil dont l'application fut envisagée différemment par le Trésor et par les agents de change, surtout par la Chambre syndicale. Depuis 1880 le Trésor opérait les transferts de rentes appartenant à ces mineurs, quelle qu'en fût la quotité, sur la seule signature du père administrateur légal, tandis que la Chambre syndicale exigeait, dans le cas où la rente était supérieure à 50 francs, une autorisation de justice. Des jugements ont confirmé ces deux pratiques (1).

(1) Tribunal de la Seine, 27 avril 1882, dans le sens du Trésor ; 4 août 1894, en sens contraire (V. journal la *Loi*, 29, octobre 1894).

La question se trouve tranchée aujourd'hui par la loi du 6 avril 1910 (1) dans le sens indiqué par la Chambre syndicale. Le père administrateur légal peut donc aliéner seul les rentes appartenant à ses enfants mineurs, lorsque le capital n'en dépasse pas 1.500 francs, dans le cas contraire, une autorisation de justice est nécessaire.

La même loi a fait disparaître une divergence profonde entre la pratique du Trésor et la doctrine soutenue par la plupart des auteurs et appliquée par la jurisprudence au sujet de la jouissance légale conférée à la mère en cas de divorce, lorsque cette dernière a obtenu la garde des enfants. Le Trésor, se basant sur une consultation du service du contentieux du 19 juin 1889, considérait que, nonobstant le divorce, la puissance paternelle continuait à subsister, sauf décision contraire des juges, avec tous ses droits, notamment celui d'administration légale des biens des enfants mineurs ; cette pratique était fort préjudiciable aux intérêts des mineurs, aussi l'article unique de la loi du 6 avril 1910 dispose-t-il qu'en cas de divorce ou de séparation de corps, l'administration appartient à celui des deux époux auquel est confiée la garde des enfants, s'il n'en est autrement ordonné.

(1) *Journal officiel* du 8 avril 1910.

SECTION II. — Mineurs émancipés.

L'émancipation peut être conférée au mineur, soit au cours de l'administration légale de ses père ou mère, soit au cours d'une tutelle, elle peut enfin résulter de plein droit du mariage du mineur.

La loi du 24 mars 1806 avait assimilé tous les mineurs émancipés aux mineurs sous tutelle, en ce qui concernait l'aliénation des rentes ; si la rente n'excédait pas 50 francs, le mineur pouvait la vendre avec la seule assistance de son curateur, dans le cas contraire une autorisation du conseil de famille était nécessaire.

La loi du 27 février 1880 opéra une distinction entre les diverses catégories de mineurs ; l'article 4 déclare, en effet, que le mineur émancipé au cours de la tutelle, même assisté de son curateur, devra observer, pour l'aliénation de ses meubles incorporels, les formes prescrites à l'égard du mineur non émancipé. On devra donc exiger une autorisation du conseil de famille si la valeur du capital est inférieure à 1.500 francs et, en plus, une homologation judiciaire dans le cas où le capital est supérieur à 1.500 francs.

Le même article déclare que les dispositions de la loi ne s'appliquent pas aux mineurs émancipés par le mariage, la même loi ne parle pas non plus des mineurs émancipés au cours du mariage de leur père et mère, il faut en conclure, par suite de l'abrogation de la loi du 24 mars 1806, que ces deux catégories de mineurs

se trouvent placées, en ce qui concerne l'aliénation de leurs rentes, sous le régime de l'article 482 du code civil ; par suite quelle que soit l'importance de la rente à aliéner, l'assistance du curateur sera la seule condition exigée.

Le mineur émancipé pour faire le commerce n'est pas assimilé au mineur émancipé par le mariage, il se trouve donc assujetti aux obligations qui sont imposées par les articles 1 et 2 de la loi du 27 février 1880 et l'article 482 du code civil. Cette conséquence paraît résulter du silence de la loi et de ce principe rationnel que les exceptions ne doivent pas se présuumer. Cependant, il faut ajouter que, dans les cas où l'aliénation constituerait un acte commercial que le mineur est autorisé à faire, les dispositions de l'article 487 du code civil le dispenseraient alors de toute formalité (1). Mais dans ce cas le Trésor exige un certificat de propriété.

La loi de 1880 a été sévèrement critiquée : « par la complication et l'enchevêtrement de ses dispositions, elle semble une gageure du législateur ; on dirait qu'il a voulu en rendre l'explication impossible à la doctrine et l'observation impossible à la pratique. Il n'y avait pas de raison sérieuse pour rompre l'unité du régime applicable aux émancipés ; il a

(1) Lettre du garde des sceaux au ministre des finances, en date du 23 février 1884.

« fallu envoyer de nombreuses circulaires aux agents
« de l'administration pour fixer le sens de la loi et les
« arrêts ont montré à quelles difficultés on aboutis-
« sait » (1).

SECTION III. — Aliénés.

Au point de vue juridique, on distingue deux classes d'aliénés : les aliénés interdits et les aliénés non interdits.

Les aliénés interdits sont assimilés à des mineurs sous tutelle.

Quant aux aliénés non interdits, il peut leur être donné par jugement un administrateur provisoire dont les fonctions ne durent que trois ans (2), ou bien ils se trouvent placés sous l'administration provisoire de la commission de surveillance de l'asile où ils sont internés.

Dans tous les cas, leurs rentes ne peuvent être vendues qu'en observant les formalités prescrites pour l'aliénation des rentes appartenant aux mineurs sous tutelle, et les commissions de surveillance remplissent, à cet effet, les fonctions attribuées au conseil de famille (3).

Lorsque l'aliéné non interdit est sorti guéri de l'é-

(1) Planiol, *Traité de droit civil*, p. 897, note 1.

(2) Loi du 30 juin 1838, article 37.

(3) Loi du 27 février 1880, article 8.

établissement où il était en traitement, il peut disposer librement de ses rentes en produisant un certificat délivré par l'administration dudit établissement, constatant qu'il a recouvré sa capacité civile.

SECTION IV. — Prodiges.

Le prodigue ou le faible d'esprit pourvu d'un conseil judiciaire ne peut aliéner ses rentes sans l'assistance de son conseil (1). Sa situation est donc à peu près la même que celle d'un mineur émancipé, avec cette différence qu'aucune autorisation du conseil de famille ou de justice n'est nécessaire.

L'assistance du conseil est exigible pour chaque acte d'aliénation, et une procuration générale ne saurait être acceptée. Dans le cas où le conseil judiciaire refuserait son assistance pour une opération déterminée, il ne pourrait y être suppléé par un jugement (2) ; le prodigue devra provoquer la révocation du conseil ou la nomination d'un conseil *ad hoc* par autorité de justice.

Le prodigue n'est relevé de son incapacité que par un jugement prononçant mainlevée du conseil judiciaire.

(1) Article 513 du code civil.

(2) La jurisprudence est constante en ce sens : Douai 7 mars 1881, D., 81, 2, 208.

**SECTION V. — Héritiers bénéficiaires
et curateurs aux successions vacantes.**

Des avis du Conseil d'Etat (1) avaient étendu le bénéfice de la loi du 24 mars 1806 aux héritiers sous bénéfice d'inventaire et aux curateurs aux successions vacantes, leur permettant donc de vendre seuls les quotités de rentes de 50 francs et au dessous. Il en fut ainsi jusqu'à la loi du 27 février 1880, dont l'article 12, portant abrogation de la loi de 1806, appliqua le régime du droit commun, en matière de vente de meubles appartenant aux héritiers bénéficiaires ou dépendant d'une succession vacante. Un jugement est toujours nécessaire quelle que soit la quotité de la rente, et une pareille autorisation est encore nécessaire pour vendre des rentes dont les titulaires ne possèdent qu'à titre d'envoyés en possession provisoire (2).

L'héritier ou le légataire sous bénéfice d'inventaire peuvent produire, au lieu d'un jugement d'autorisation, une renonciation au bénéfice d'inventaire qui leur est acquis. Mais cette faculté ne concerne que les héritiers bénéficiaires majeurs et volontaires ; quant aux autres, leur qualité d'héritiers bénéficiaires n'ajoute rien aux incapacités dont ils sont déjà frappés et leur situation légale demeure fixée par les lois qui leur sont propres.

« Attendu, dit un arrêt de cassation du 13 août

(1) Avis des 15 septembre 1807 et 17 novembre 1807.

(2) Instruction ministérielle, 1^{er} mai 1849, titre III, article 14.

« 1883 (1), qu'en principe les lois sur la tutelle des mineurs forment un ensemble de garanties qui se suffisent à lui-même ; qu'on ne pourrait les compléter ou modifier en y ajoutant ou substituant celles qui régissent le bénéfice d'inventaire, qu'à raison de la volonté clairement manifestée du législateur ; que cette volonté ne résulte d'aucun texte... »

Le Trésor s'est rangé à ce système à la suite de l'avis conforme de la chancellerie, et n'impose pas plus de formalités pour la vente d'inscriptions possédées par des mineurs sous bénéfice d'inventaire, que pour la vente des inscriptions leur appartenant librement.

SECTION VI. — Faillis et liquidés judiciaires.

L'article 92 du code de commerce autorise la vente des valeurs mobilières appartenant au failli, par le syndic provisoire ou définitif et en vertu d'une ordonnance rendue par le juge-commissaire (2). La théorie du désaisissement a paru longtemps inconciliable avec le privilège de l'insaisissabilité et, en jurisprudence, deux systèmes sont en présence. Dans l'un, on admet que les rentes font partie des biens dont le failli se trouve désaisi, et que par suite elles peuvent être vendues par les syndics sur l'autorisation du juge-commissaire (3) ;

(1) S., 1884, 1, 177.

(2) Cette ordonnance est dispensée du timbre et de l'enregistrement en vertu de l'article 10 de la loi du 26 janvier 1892.

(3) C. d'Orléans, 9 avril 1878, S., 78, 2, 183.

dans l'autre, on soutient que le privilège de l'insaisissabilité fait obstacle au dessaisissement à l'égard des rentes (1). La jurisprudence de la cour de cassation elle-même paraît hésitante.

Quant au Trésor, conformément aux prescriptions d'une instruction ministérielle (2), sa pratique paraît fixée dans le sens du dessaisissement absolu, et l'agent comptable des transferts n'exige pas la signature du failli pour l'aliénation de ses rentes.

Les rentes appartenant à un commerçant dont la liquidation judiciaire a été prononcée, ne peuvent être transférées par lui, qu'avec l'assistance du liquidateur et l'autorisation du juge-commissaire.

SECTION VII. — Femmes mariées.

D'une façon générale et quel que soit le régime matrimonial adopté — sauf la séparation de biens contractuelle ou judiciaire, — une femme mariée ne peut aliéner ses rentes sans le consentement de son mari (3). Ce consentement doit être spécial à chaque opération et une autorisation générale, même stipulée par contrat de mariage, serait considérée comme nulle de plein droit (art. 223 du code civil).

En outre, si le mari refuse son autorisation ou est

(1) C. d'Aix, 31 juillet 1882, S., 84, 2, 110.

(2) Instruction ministérielle du 1^{er} mai 1819, titre III, art. 17 et s.

(3) La loi du 13 juillet 1907, sur le libre salaire des femmes mariées, autorise la femme à aliéner sans le concours de son mari les valeurs acquises avec des fonds provenant de son salaire propre.

frappé d'une incapacité l'empêchant d'habiliter sa femme, celle-ci devra recourir à la justice pour obtenir les autorisations nécessaires ; au cas où la femme elle-même serait pourvue d'un conseil judiciaire, l'autorisation de son mari et l'assistance de son conseil seraient obligatoires pour effectuer un transfert.

§ 1. — Femmes communes en biens.

Sous le régime de la communauté légale ou conventionnelle, la femme peut aliéner librement, avec l'autorisation de son mari, les rentes inscrites à son nom. Le mari, comme chef de la communauté, peut aliéner seul les rentes inscrites au nom de la femme, qui sont tombées dans la communauté (1). Mais dans ce cas, il faut justifier que les rentes appartiennent bien à la communauté et le Trésor exige alors un certificat de propriété ; la femme, même légalement commune en biens, peut, en effet, posséder des rentes provenant d'emploi de prix de vente d'immeubles ou de dons et legs faits avec stipulation que les dites rentes seraient exclues de la communauté, et dans ce cas le concours de la femme est absolument nécessaire.

§ 2. — Femmes dotales et non communes en biens.

La femme mariée sous le régime exclusif de communauté a besoin de l'autorisation maritale pour aliéner ses rentes.

(1) Article 1421 du code civil.

Quant aux rentes dotales qui ne sont pas grevées d'autres clauses prohibitives du droit d'aliéner que l'emploi ou le remploi, le Trésor les considère comme librement aliénables soit par le mari seul, soit par les deux époux (1) et ne s'occupe nullement du contrat de mariage ainsi que nous le verrons.

En ce qui concerne le Trésor, la dotalité d'une rente n'est donc pas un obstacle à son aliénation, mais dans la pratique, il exige toujours le concours de la femme. Nous verrons plus loin qu'il n'en est pas de même pour les agents de change tenus de surveiller le remploi.

Dans les cas prévus par les articles 1555 et 1558 du code civil, la rente dotale peut être aliénée par la femme avec autorisation de justice ; quant aux rentes paraphernales elles sont vendues par la femme dûment autorisée par son mari.

§ 3. — Femmes séparées de biens.

La situation des femmes séparées de corps et de biens a été réglée à nouveau par la loi du 6 février 1893 ; et l'article 311 du code civil rend à la femme le plein exercice de sa capacité civile, sans qu'elle ait besoin de recourir à l'autorisation de son mari ou de justice. Elle pourra donc librement aliéner les rentes inscrites à son nom, sauf à satisfaire aux obligations de remploi imposées par son contrat de mariage et

(1) Arrêt de la cour des comptes du 15 juin 1877.

dont les justifications seront fournies à l'agent de change.

En ce qui concerne l'aliénation des rentes, la capacité des femmes judiciairement séparées de biens se trouve réglée par l'article 1449 du code civil, qui leur permet de vendre leur mobilier sans autorisation maritale. Une décision ministérielle du 2 février 1816 avait déjà reconnu ce droit pour les femmes judiciairement séparées et une autre décision l'étendit aux femmes séparées de biens par contrat de mariage (1).

Lorsque la séparation est mentionnée sur le titre, le Trésor n'exige donc que la signature de la femme ou sa procuration. Mais si mention de la séparation n'est pas encore faite sur le titre, un certificat de propriété sera nécessaire.

Quant à la Chambre syndicale, elle exige pour les femmes contractuellement séparées de biens, soit l'autorisation du mari, soit un jugement. Les agents de change vendent cependant les rentes des femmes séparées de biens, sans autorisation maritale, lorsque celles-ci justifient d'un emploi sérieux qui se fait sous leur surveillance.

SECTION VIII. — Etablissements publics et religieux.

Les conditions d'aliénation des rentes possédées par des établissements publics ou religieux ont toutes été prévues par des textes précis.

(1) Décision ministérielle du 23 octobre 1831.

Les rentes des départements sont aliénées sur la production d'un arrêté préfectoral, basé sur une délibération du conseil général (1).

Pour vendre les rentes des communes, un arrêté préfectoral basé sur une délibération du conseil municipal est nécessaire (2).

Le transfert des rentes appartenant aux hospices, ou aux bureaux de bienfaisance, est effectué sur la production d'un arrêté préfectoral pris en conseil de préfecture, visant une délibération de la commission administrative ou de surveillance de l'établissement, une délibération du conseil municipal et désignant le mandataire chargé de l'opération (3).

Quant aux établissements religieux, ils restent soumis au régime établi par la loi du 7 janvier 1817, en ce qui concerne l'aliénation de leurs rentes ; un décret est toujours nécessaire.

(1) Loi du 10 août 1871, articles 46 et 47.

(2) Décret du 25 mars 1852, article 1^{er}, § 41.

(3) Loi du 5 avril 1884, articles 68 et 70.

CHAPITRE V

LES CONVERSIONS

La conversion est une opération comportant changement de la forme d'un titre ; ce changement peut s'opérer du nominatif au porteur et réciproquement. Dans la terminologie spéciale du Trésor, on réserve le nom de *conversion* à la transformation d'un titre nominatif en titre au porteur ; l'opération contraire s'appelle « *reconversion* ».

Nous verrons que la conversion d'un titre nominatif ou mixte en titre au porteur est assimilée à un transfert réel et que par suite l'intervention d'un agent de change est toujours nécessaire à l'opération. La conversion d'un titre nominatif en titre mixte ne présente pas ce caractère, mais comme le rentier qui veut faire opérer ce changement de forme, renonce par cela même à la faculté de faire opposition au paiement des arrérages, on ne procède à cette opération que s'il possède la libre propriété de ses inscriptions ; l'échange est alors opéré sur une simple déclaration du titulaire certifiée par un notaire ou un agent de change. L'opéra-

tion inverse, améliorant la situation du rentier, n'est par suite soumise à aucune formalité (1).

La conversion des titres nominatifs en titres au porteur a été autorisée pour la première fois, en 1831 seulement : « pour opérer cette conversion, le propriétaire
« de l'inscription de rente nominative devra la déposer
« au Trésor public (bureau des transferts et mutations)
« accompagnée d'une déclaration de transfert dans la
« forme ordinaire, signée de lui et certifiée par un
« agent de change » (2).

Cette opération est donc assimilée complètement à celle du transfert réel (3) ; en effet, les titres au porteur remis en échange aux parties peuvent être librement négociés, sans l'intervention du Trésor et transmis par simple tradition, d'où il résulte que la conversion constitue un transfert à personne non dénommée. On est donc amené à demander au propriétaire qui veut convertir ses rentes nominatives ou mixtes en rentes au porteur, les mêmes justifications qu'au titulaire vendeur.

Cette pratique très discutée autrefois, en ce qui concernait les valeurs mobilières, n'a jamais soulevé d'objections dans son application aux rentes sur l'Etat et la loi du 27 février 1880 l'a étendue depuis à toutes les valeurs mobilières possédées par les mineurs dont elle s'occupe.

(1) De Bray, *op. cit.*, p. 339.

(2) Ordonnance royale du 29 avril 1831, article 2.

(3) Lyon-Caen, note sous Paris, S., 69, 2, 321.

QUATRIÈME PARTIE

Les mutations.

Quand la propriété de rentes nominatives se transmet ou se modifie autrement que par l'intermédiaire d'un agent de change, on dit qu'il y a « *mutation* » (1).

Dans la pratique du Trésor, on distingue deux espèces de mutations : celles qui constatent une transmission de la propriété et celles qui s'effectuent sans qu'il y ait transmission de propriété. Au nombre des premières, figurent toutes les opérations qui ne sont que l'exécution d'actes emportant translation de propriété, ce sont les « mutations proprement dites » ; parmi les secondes il faut ranger d'abord les opérations effectuées à la suite d'un changement d'état (mariage, majorité, etc...), de rectification de noms, prénoms, ou de consolidation, c'est-à-dire d'extinction d'usufruit — ce sont les changements de qualité, — et ensuite diverses opérations d'ordre telles que les réunions ou divisions de titres nominatifs.

(1) De Bray, *op. cit.*, p. 308.

Les mutations proprement dites nécessitent toujours la production d'un certificat de propriété, les changements de qualités sont opérés sur le vu des pièces justificatives du changement, quant aux réunions, divisions et renouvellements, il suffit d'en formuler la demande.

CHAPITRE PREMIER

LE CERTIFICAT DE PROPRIÉTÉ

SECTION I. — Généralités.

En dehors de la vente par ministère d'agent de change, la propriété des rentes se transmet par successions, donations entre vifs ou testamentaires et par l'effet des obligations (1). Pour faire immatriculer à son nom une rente acquise par l'un de ces modes de transmission, le propriétaire devrait donc produire au Trésor un extrait des actes qui constatent son droit de propriété, donations, partages, testaments, etc... C'était le système usité dans l'ancien droit pour obtenir la mutation des rentes et c'est encore le procédé actuel de toutes les sociétés commerciales ou industrielles.

Mais en ce qui concerne les rentes sur l'Etat, le législateur a prescrit la production d'un « *certificat de propriété* » contenant une analyse substantielle des titres

(1) Code civil, article 711.

de propriété et délivré, sous leur responsabilité, par certains officiers publics que la loi a désignés (1).

Créé par la loi du 24 août 1793 (2), le certificat de propriété n'avait à l'origine qu'un caractère purement administratif ; il était délivré par le liquidateur de la Trésorerie nationale, sur le vu des actes translatifs de propriété et couvrait ainsi la responsabilité des fonctionnaires de la dette publique (3).

« Mais la singulière situation faite au créancier de
« l'Etat, qui devait s'adresser pendant la période révo-
« lutionnaire au représentant de son débiteur pour faire
« constater ses droits, amena des difficultés et de nom-
« breuses réclamations ; aussi la loi du 28 floréal an
« VII décida-t-elle que le certificat de propriété serait
« délivré à l'avenir et suivant les cas, par un notaire,
« un juge de paix, un greffier, un magistrat étranger
« ou un consul » (4).

Faire une énumération même succincte, des causes qui donnent lieu à la délivrance d'un certificat de propriété, serait presque impossible, tant ces causes sont nombreuses et différentes, mais, d'une façon générale, le Trésor en exige la production toutes les fois qu'il y a transmission de la propriété ou modifications ap-

(1) Berthaut, *op. cit.*, p. 4.

(2) Articles 165 et 172.

(3) Loi du 24 août 1793, article 182.

(4) Duvert, *Traité du contentieux des transferts*, p. 24.

portées aux conditions de l'aliénabilité de la rente, et en particulier en cas de viduité de la femme (1).

C'est donc sur le vu d'un certificat de propriété que le Trésor annule l'ancienne inscription et en délivre une autre, immatriculée soit au nom du nouveau titulaire indiqué dans le certificat, s'il y a mutation seulement, soit au nom d'un acquéreur désigné par l'agent de change, s'il y a mutation et transfert réunis, c'est-à-dire si le nouveau titulaire vend la rente.

SECTION II. — De la compétence en matière de délivrance des certificats de propriété.

La compétence des officiers publics français et étrangers appelés à délivrer des certificats de propriété, en cas de mutations de rentes nominatives ou mixtes, a été réglée par l'article 6 de la loi du 27 floréal an VII.

« Le certificat de propriété, dit cet article, sera délivré par le notaire détenteur de la minute, lorsqu'il y aura eu inventaire ou partage public ; ou transmission gratuite entre vifs ou par testament.

« Il le sera par le juge de paix du domicile du décédé, sur l'attestation de deux témoins, lorsqu'il n'existera aucun desdits actes en forme authentique.

(1) Sauf lorsque la femme est inscrite comme séparée de corps ou judiciairement séparée de biens, la mutation est alors opérée sur la seule production de l'acte de décès du mari.

« Si la mutation s'est opérée par jugement, le greffier dépositaire de la minute délivrera le certificat.

« Quant aux successions ouvertes à l'étranger, les certificats délivrés par les magistrats, autorisés par les lois du pays, seront admis, lorsqu'ils seront rapportés dûment légalisés par l'agent de la République française. »

La compétence des juges de paix, des greffiers et des magistrats étrangers est donc spéciale, comme nous le verrons ; celle des notaires français est au contraire générale.

§. 1. — Notaires.

Bien que, parmi les minutes d'actes donnant compétence au notaire, la loi de floréal an VII n'ait énoncé que l'inventaire, le partage, la donation et le testament, on ne doit pas considérer cette énumération comme limitative, mais on doit y comprendre encore tous les actes translatifs, déclaratifs, attributifs, modificatifs de propriété et même les actes simplement rectificatifs. D'ailleurs, aux actes énoncés par la loi, la jurisprudence a successivement ajouté le contrat de mariage, l'acceptation de donation, la délivrance de legs, la dation en paiement, le nantissement, le transport de droits successifs, le dépôt avec reconnaissance d'écriture d'actes sous seings privés, etc.

Mais, le notaire qui n'est détenteur d'aucune minute ne peut avoir qualité, quand même il aurait reçu en

dépôt les expéditions de tous les actes justificatifs des droits des parties, sauf lorsqu'il s'agit d'actes reçus à l'étranger et même dans les colonies françaises ; dans ce dernier cas, le dépôt de ces actes ou de leurs expéditions donne non seulement qualité aux notaires de France, mais les fait même bénéficier d'un droit de préférence (1).

Le notaire qui n'est détenteur que de l'une ou de plusieurs des minutes des actes translatifs de propriété doit viser, en outre, les expéditions, à lui déposées pour minute, de tous les actes reçus par d'autres notaires et qui seraient nécessaires pour compléter l'établissement des droits des parties. Ce dépôt pour minute est autorisé, même pour des actes reçus par des notaires de la même résidence ou du même ressort que le notaire certificateur (2).

La représentation que le notaire certificateur se ferait faire de ces expéditions serait insuffisante et ne pourrait tenir lieu du dépôt ; il en serait de même à plus forte raison de la simple énonciation de ces actes.

Le notaire se fera également déposer tous autres actes et pièces de toutes natures qui seraient utiles, tels que : copies d'actes de l'état civil, grosses ou extraits de jugement, originaux de significations, certificats de non-opposition ni appel, etc.

(1) Arrêt de la cour des comptes du 24 juin 1835.

(2) Statuts de la Chambre des notaires de Paris, du 1^{er} mai 1870, art. 30, 2^e partie.

On peut se demander, lorsque les minutes d'actes translatifs de la propriété de la rente se trouveront dans plusieurs études, quel notaire aura qualité pour délivrer le certificat de propriété. En principe, le Trésor n'a pas à faire un choix entre ces actes, et ne doit même pas distinguer ceux qui sont principaux de ceux qui ne sont qu'accessoires (1). Cependant, sans lui donner un droit exclusif, on admet que le notaire détenteur de la minute du dernier acte qui a fixé la propriété de la rente possède un simple droit de préférence (2). A Paris, il est d'usage de faire concourir à la délivrance du certificat tous les notaires détenteurs des minutes d'actes nécessaires à la fixation de la propriété, entre les maires des nouveaux ayants droit.

La minute d'un simple acte de notoriété, dressé à défaut d'inventaire, ne peut suffire pour conférer au notaire qui en est détenteur le droit de délivrer le certificat, s'il existe, dans une autre étude, la minute d'un acte translatif de propriété et alors même qu'il s'en ferait déposer une expédition (3).

Cependant lorsque la mutation n'a pas d'autre cause que le fait du décès du titulaire, cas dans lequel le juge de paix serait compétent, le certificat de propriété dé-

(1) Arrêt précité de la cour des comptes.

(2) Délibération de la Chambre des notaires de Paris du 9 ventôse an XIII, art. 17.

(3) Arrêt précité de la cour des comptes, confirmé par deux arrêts de la même cour des 30 mars 1837 et 8 juin 1839.

livré par un notaire et basé uniquement sur la minute d'un acte de notoriété, ou sur un brevet déposé, est reconnu comme suffisant et peut être admis (1).

En principe, la minute d'un acte de réquisition de délivrer le certificat ne donne pas qualité au notaire, à moins que la réquisition, faite par toutes les parties majeures et maitresses de leurs droits, ne soit accompagnée d'une déclaration expresse de leur part, contenant division des rentes ou consentement de rester dans l'indivision (2).

§ 2. — Juges de paix.

« Les juges de paix ne sont compétents pour délivrer
« les certificats de propriété, concernant les titulaires dé-
« cédés dans leur ressort, qu'en l'absence de tout acte
« translatif ou attributif de propriété, et lorsque les droits
« des nouveaux propriétaires résultent uniquement des
« dispositions de la loi, sans être modifiés ou constatés
« par aucun acte antérieur ou postérieur au décès du ti-
« tulaire » (3).

Ils cessent donc d'avoir qualité, lorsqu'il existe un acte notarié quelconque ayant trait à l'hérédité, — à moins que ce ne soit un simple acte de notoriété —, ou un jugement en vertu duquel la mutation s'est opérée. Il en est ainsi non seulement quand le jugement a sta-

(1) Instruction de la Dette inscrite, août 1874, § 1, n° 4.

(2) *Id.*, § 1, n° 6.

(3) Annotation à la suite du décret du 18 septembre 1806.

tué sur la propriété des rentes, par suite de contestations, mais encore lorsqu'il a prononcé soit l'envoi en possession provisoire ou définitive, soit la déclaration de vacance ou de déshérence d'une succession, soit encore sur l'envoi en possession de tout successeur irrégulier appelé à succéder à défaut d'héritiers légitimes (1).

Le juge de paix cesserait également d'avoir qualité pour la délivrance du certificat de propriété, s'il existait des actes quelconques, dressés au greffe d'un tribunal, tels qu'acceptations ou renonciations soit de communauté, soit de succession, ou encore lorsque des actes ont été dressés sous seings privés ; du reste ces actes ne serviraient de base à l'établissement des droits des parties que s'ils devenaient authentiques, par le dépôt avec reconnaissance d'écriture, en l'étude d'un notaire, ou par une reconnaissance en justice.

§ 3. — Greffiers.

Le greffier du tribunal ou de la cour d'appel délivre les certificats de propriété lorsque, par suite de contestations litigieuses, les droits des nouveaux propriétaires de la rente sont établis par un jugement ou un arrêt (2); il est également compétent dans le cas où le

(1) Instruction précitée de la Dette inscrite, § 2, n° 11.

(2) Instruction précitée de la Dette inscrite, § 3.

jugement ou arrêt annule une clause d'incessibilité grevant le titre de rente (1).

Lorsque la mutation résulte d'une décision judiciaire, un notaire pourrait avoir qualité, ainsi que le greffier, pour délivrer le certificat de propriété, parce que les droits des parties qui ont été l'objet d'une contestation peuvent résulter partiellement d'actes ayant précédé ou suivi le jugement ; mais si le jugement a seulement pour objet de prescrire des mesures conservatoires, telles que la nomination d'un administrateur, c'est au notaire détenteur de la minute de l'un des actes qui ont dû précéder ou suivre le jugement, qu'appartient le droit exclusif de délivrance (2).

§ 4. — Notaires ou magistrats étrangers et consuls.

Pour les successions ouvertes à l'étranger, les certificats peuvent être délivrés par les magistrats, notaires, ou autres fonctionnaires autorisés par les lois de leur pays ; mais comme il peut y avoir doute sur l'exacte qualité de ces magistrats, le Trésor exige un certificat de coutume attestant que les signataires des certificats de propriété dont il s'agit peuvent valablement les délivrer, d'après les lois de leur pays et la nature des fonc-

(1) Circulaire du garde des sceaux du 12 juin 1903.

(2) Instruction précitée de la Dette inscrite, § 3.

tions qu'ils y exercent (1). Ce certificat de coutume peut être délivré par le président du tribunal ou par deux jurisconsultes du ressort du magistrat certificateur ; mais il pourrait être dressé également par des consuls ou des chanceliers de postes diplomatiques.

Les consuls étrangers, en France, peuvent aussi délivrer des certificats de propriété pour des rentes qui dépendent des successions de leurs nationaux, mais il faut que le droit d'instrumenter leur ait été formellement reconnu par une convention diplomatique (2).

Les consuls français, en pays étrangers, sont admis à délivrer des certificats de propriété, mais seulement en ce qui concerne les rentes dépendant des successions de Français ; leur compétence ne s'étend pas aux rentes françaises dépendant de successions étrangères (3).

SECTION III. — De la forme et du contenu des certificats de propriété.

§ 1. — De la forme.

Quel que soit l'officier public compétent, le Trésor exige que les certificats de propriété soient produits en brevets originaux et non en expéditions (4), et, à moins

(1) Instruction ministérielle du 1^{er} mai 1819, titre III, 2^e partie n^o 42 et 43.

(2) Ce droit a été reconnu aux consuls italiens et espagnols, en France, par suite de conventions datant de 1862.

(3) Circulaire du ministre des affaires étrangères du 30 juin 1884.

(4) Instruction précitée de la Dette inscrite, § 2, n^o 12.

d'une loi spéciale les en dispensant, ils doivent toujours être établis sur papier timbré (1), et soumis à la formalité de l'enregistrement (2).

Sur ces certificats, la signature des notaires, sauf ceux du département de la Seine, est légalisée par le président du tribunal civil de l'arrondissement, ou par le juge de paix du canton, lorsqu'ils n'exercent pas dans un chef-lieu d'arrondissement ; la signature des juges de paix est légalisée par le président du tribunal civil et celles des greffiers par le président du tribunal ou de la cour d'appel.

Les signatures des magistrats étrangers sont légalisées par les autorités du pays, par le consul français, et en dernier lieu par le ministre des affaires étrangères ; enfin celles des consuls français sont légalisées par le ministre des affaires étrangères .

§ 2. — Du contenu des certificats de propriété.

Les certificats de propriété portent, en tête, la désignation des inscriptions qui font l'objet de la mutation, ensuite l'analyse des actes établissant les droits des parties, et l'attribution à chacune d'elles d'une portion de

(1) Décret ministériel, 7 octobre 1814 et 15 janvier 1823. Conformément à l'article 4 de la loi du 13 avril 1908, les certificats de propriété délivrés pour faire immatriculer au nom des fondateurs les rentes données par eux à des fabriques, peuvent être visés pour timbre et enregistrés gratis.

(2) Loi des 28 avril 1816 et 18 mai 1850, article 2.

rente. La rente peut aussi être attribuée conjointement et indivisément à tous les ayants droit.

Dans la disposition finale, où se trouve la certification du droit de propriété, on doit donner la désignation exacte des nouveaux titulaires, indiquer la somme de rente qui leur est attribuée et la qualité en laquelle ils possèdent, si cette qualité est restrictive du droit de libre aliénation. Le certificat se termine par une réquisition donnant le libellé complet des nouvelles rentes à délivrer (1).

Lorsque, parmi les représentants du titulaire décédé, se trouvent des incapables, la rente, à défaut d'un partage régulier, doit toujours être attribuée, dans le certificat de propriété, conjointement et indivisément à tous les ayants droit (2).

SECTION IV. — Certificats de paiement des droits de mutation.

La loi du 22 frimaire an VII avait dispensé des droits d'enregistrement les transferts et les mutations de rentes sur l'Etat, mais, en présence des plaintes soulevées par cette dispense, la loi du 18 juillet 1836 vint restreindre les cas d'exemption du droit de mutation, en matière de rentes, et la loi du 18 mai 1850 plaça ces valeurs sous le régime commun à toutes les valeurs mobilières.

(1) Instruction de la Dette inscrite, août 1875 § 3.

(2) Circulaire de la Dette inscrite du 28 mars 1881, et circ. du Garde des Sceaux du 20 mai 1880.

L'article 7 de cette dernière loi dispose en effet que
« les mutations par décès et les transmissions entre vifs,
« à titre gratuit, d'inscriptions sur le Grand Livre de
« la Dette publique, seront soumises aux droits établis
« pour les successions ou donations. »

C'est dans le but d'assurer l'effet de ces dispositions, qu'une loi du 8 juillet 1852 a prescrit au Trésor de n'opérer ni transferts ni mutations d'inscriptions de rente, aux noms de titulaires décédés ou déclarés absents, sans que les intéressés aient présenté un certificat du receveur de l'enregistrement, constatant l'acquittement du droit de mutation par décès établi par la loi du 18 mai 1850.

L'article 26 de cette loi déclare en outre que les droits de mutation ne seront prescrits que par trente ans.

Le certificat de l'enregistrement est donc toujours exigé après le décès du titulaire inscrit, même si aucun droit n'a été perçu ; la Dette inscrite n'a pas, en effet, à s'immiscer dans les questions relatives à la perception des droits de mutations. Aussi ce certificat peut-il être négatif, s'il n'est dû aucun droit, mais il doit constater que la rente a été comprise dans la déclaration de succession (1).

On ne l'exige cependant pas, lorsqu'après le décès du titulaire, sa succession en déshérence est recueillie

(1) Instructions de l'enregistrement, 27 avril 1875, n° 2508, § 6, et 30 mars 1901, n° 3051, § 3.

définitivement par le domaine de l'Etat, lorsque, par suite du décès de l'usufruitier, il y a réunion de l'usufruit à la nue propriété, enfin lorsque le titulaire est décédé dans une colonie française où les lois relatives aux droits de mutation n'ont pas été promulguées.

CHAPITRE II

DES CHANGEMENTS DE QUALITÉ ET DES OPÉRATIONS D'ORDRE

SECTION I. — Changements de qualités.

Nous avons vu que, sous la dénomination générale de « mutation », on englobait certaines opérations n'emportant pas changement de propriété, mais destinées à faire mentionner sur les inscriptions, les modifications apportées à la qualité civile du titulaire, à ses nom ou prénoms, ou encore à faire constater la consolidation de son droit de propriété, en cas de décès de l'usufruitier d'une inscription dont il est nu-propiétaire.

« Il importe, en effet, dans l'intérêt du Trésor, comme « dans celui des rentiers ou même des tiers, que les « inscriptions de rente relatent exactement les qualités « civiles des titulaires et les conditions dans lesquelles « ils possèdent » (1).

(1) De Bray, *op. cit.*, p. 324.

Ces opérations ne comportent pas les mêmes formalités que les mutations proprement dites et, pour leur exécution, le Trésor n'exige généralement pas la production d'un certificat de propriété, mais simplement celle des actes constatant les changements survenus.

Ces modifications peuvent être la majorité, le mariage, l'émancipation, l'interdiction judiciaire, le changement de tutelle ou bien encore le décès d'un usufruitier ou du mari d'une femme séparée de corps ou judiciairement séparée de biens, etc.

La mutation est alors effectuée sur la production d'expéditions, régulières et dûment légalisées, d'actes de l'état civil : actes de naissance, de mariage, de décès ; de délibération des conseils de famille, ou de la grosse des jugements ayant prononcé l'interdiction.

Enfin, lorsqu'il s'agit de faire rectifier une erreur dans les noms ou prénoms d'un titulaire, la mutation est effectuée sur la production du brevet ou d'une expédition d'un acte de notoriété, basé sur l'acte de naissance ou de mariage du titulaire. Cependant lorsque l'erreur est particulièrement grave et porte sur la qualité civile, le Trésor en exige souvent la rectification par certificat de propriété.

SECTION II. — Opérations d'ordre.

Les titres nominatifs ou mixtes ne servent au rentier à percevoir les arrérages que pendant dix ans, au bout

de ces délais, il faut donc procéder au renouvellement des titres ; d'autre part, pour répondre soit aux besoins, soit aux simples convenances des rentiers, il est parfois nécessaire d'effectuer des réunions ou des divisions de titres. Toutes ces opérations constituent des opérations d'ordre dont l'exécution est en général très simple.

§ 1. — Renouvellements.

Le renouvellement des titres nominatifs ou mixtes est effectué sur la production de l'ancien extrait d'inscription et d'un certificat de vie du titulaire.

Le certificat de vie (1) peut être dressé par le maire du domicile du titulaire ou par un notaire ; s'il émane d'un département autre que celui de la Seine, la signature du notaire ou du maire doit être légalisée.

Si le titulaire du titre nominatif est un mineur sous administration légale, le certificat de vie doit constater, en outre, l'existence des père et mère du mineur, mais lorsque la rente est grevée d'un droit d'usufruit, le Trésor ne demande aucune justification au nu-propriétaire et la réexpédition du titre est effectuée sur la seule production du certificat de vie de l'usufruitier.

Les inscriptions appartenant aux personnes morales, départements, communes, établissements publics sont réexpédiées sur une simple demande du trésorier gé-

(1) Prescrit par décision ministérielle des 10 avril 1827 et 14 décembre 1883.

néral, du préfet, du maire, du receveur municipal ou du receveur spécial.

§ 2. — Réunions.

Des circulaires de la Dette inscrite ont prescrit la réunion des inscriptions appartenant aux communes, établissements publics, etc... (1) dans le but de simplifier les écritures des payeurs et celles du Grand Livre, mais la réunion de titres appartenant aux particuliers n'est jamais obligatoire, elle n'est effectuée que sur leur demande et sur la production d'un certificat de vie, si certaines des inscriptions ont près de dix ans de date.

Les réunions peuvent aussi se faire par voie de transfert d'achat, en joignant au dossier des inscriptions préexistantes au nom de l'acquéreur.

§ 3. — Divisions.

Pour obtenir la division d'un titre en plusieurs titres nominatifs, il faut justifier d'un intérêt à cette opération, et, en outre, s'il est fait mention d'un usufruit dans le libellé, les nu-propriétaires devront, pour obtenir la division de l'inscription, s'assurer du consentement du nu-propriétaire.

(1) Circulaires Dette inscrite, 15 février 1851, 1^{er} juin 1863 et 4 juin 1864.

CINQUIÈME PARTIE

Des responsabilités en matière de transferts de rentes sur l'État.

CHAPITRE PREMIER

RESPONSABILITÉ DE L'AGENT DE CHANGE.

Dans la transmission des titres nominatifs, l'agent de change intervient à un double titre, d'abord comme négociateur, ensuite comme certificateur, et ce double rôle comporte nécessairement des responsabilités différentes.

SECTION I. — Responsabilité de l'agent de change négociateur.

En qualité de négociateur, l'agent de change, mandataire de son client et vendeur ou acheteur par rapport à son confrère, est tenu de certaines obligations.

C'est ainsi que, comme mandataire, il est soumis aux règles spéciales de responsabilité qui résultent du man-

dat et principalement du mandat salarié. Il doit compte à son client de la somme provenant du prix, et se trouve, en même temps, responsable du retard apporté à la négociation, de l'inexécution des ordres ou du retard dans la livraison des titres. Il doit donc exécuter l'opération dans les conditions où il en a été chargé (1), et sa responsabilité est encore plus lourde que celle du mandataire ordinaire, puisque sa qualité de commissionnaire ducroire l'oblige à la garantie personnelle de l'accomplissement du marché, garantie que doit l'intermédiaire à son donneur d'ordre (2).

De même il a été jugé « qu'en ce qui concerne la vente
« des titres nominatifs, les obligations des agents de
« change ne consistent pas seulement à vendre ou à
« acheter ces sortes de titres, à en opérer ou à en pren-
« dre livraison, mais encore à en effectuer le transfert,
« et que le défaut de transfert constitue une faute qui
« oblige ces officiers publics à réparer le préjudice ré-
« sultant de cette inexécution de leur mandat » (3).

Comme négociateur, l'agent de change doit encore vérifier la capacité de son client et il ne faudrait pas hésiter à déclarer responsable un agent qui prêterait son concours à une vente, faite par un tuteur ou un curateur,

(1) Lyon-Caen, et Renault, *Traité de droit commercial*, t. IV, nos 944 et 945.

(2) Thaller, *op. cit.*, n° 960.

(3) Cassation, 31 janvier 1887, S., 90, 1, 527.

sans s'assurer que les autorisations nécessaires ont été données.

En effet, les mineurs, les interdits, les femmes mariées et toutes les personnes que la loi a déclarées incapables ne sauraient donner des ordres valables à leur mandataire ; par suite, si un agent de change fait une négociation pour le compte d'un incapable non habilité, il sera censé avoir agi sans mandat et devra être responsable du préjudice causé (1). Du reste, cette responsabilité, en ce qui concerne les mineurs et interdits, a été consacrée par un texte précis : l'article 72 du décret du 7 octobre 1890 stipule bien qu'avant de procéder à la négociation de valeurs appartenant à ces incapables, l'agent de change doit s'assurer que la négociation a été autorisée dans les conditions déterminées par la loi du 27 février 1880 ; il faut ajouter que l'agent devra également se conformer aux prescriptions édictées par la loi du 6 avril 1910.

SECTION II. — Responsabilité de l'agent de change certificateur.

Jusqu'en l'an X, le Trésor était seul responsable de la régularité des transferts, mais la vérification de cette régularité l'exposant à des fraudes et aggravant lourdement sa responsabilité, un arrêté du 27 prairial an X décida que, désormais, l'identité du vendeur, la vérité de sa signature et des pièces produites seraient appréciées

(1) Dalloz, *Répertoire général* au mot *Bourses de commerce*, n° 358.

par l'agent de change et certifiées par lui sous sa seule responsabilité.

« On a voulu exonérer le trésor public en passant à
« d'autres les responsabilités qui pourraient lui incom-
« ber, en cas de fraudes commises dans les attestations
« nécessaires pour réaliser le transfert ; ces autres ce
« sont les agents de change ; de telle sorte que si le pro-
« priétaire dont on a certifié l'identité n'était pas le
« propriétaire véritable, si la signature qu'on a attestée
« sincère était une signature fausse, si les pièces pro-
« duites étaient des pièces fabriquées, le propriétaire
« dépossédé par ces fraudes ne devra pas, ne pourra pas
« se tourner du côté du Trésor public, mais du côté de
« l'agent de change qui répond de ses attestations et a
« l'obligation d'en réparer les effets, quand elles ont eu
« la spoliation pour résultat » (1).

L'arrêté de prairial an X fait donc peser sur l'agent de change une grande partie de la responsabilité qui incombait jusque là au Trésor et cela de plein droit, par le seul fait de sa certification et dans des conditions très rigoureuses : « Attendu, dit un jugement du tribu-
« nal de la Seine, qu'il n'est point nécessaire qu'une
« faute spéciale soit relevée à sa charge, pas plus qu'il
« ne peut être admis lui-même à faire valoir des moyens

(1) Crépon, *De la négociation des effets publics*, n° 230.

« qui tendraient à atténuer sa responsabilité et à en « contraindre les effets » (1).

Si la responsabilité de l'agent de change est absolue, il faut cependant ajouter que d'après le droit commun, il lui reste un recours en garantie contre ceux qui l'ont trompé et l'ont ainsi entraîné à donner une certification inexacte.

Nous examinerons rapidement dans quelles conditions cette responsabilité reste entière ou peut se trouver atténuée par l'existence d'un recours subsidiaire et partagée par un autre officier public.

§ 1. — Transferts simples.

Lorsque le titulaire lui-même de l'inscription de rente se présente chez l'agent de change pour signer la déclaration de transfert, il n'est pas douteux que la responsabilité de l'agent demeure absolue. Il ne doit donner sa certification que s'il connaît le titulaire ou si ce dernier lui fournit des preuves de son identité ; s'il est induit en erreur, il doit subir les conséquences de sa fausse attestation, sauf son recours contre ceux qui lui auraient affirmé l'identité du prétendu propriétaire.

§ 2. — Transferts avec procurations.

Lorsque le titulaire d'une rente ne peut se présenter en personne chez l'agent de change, nous avons vu qu'il

(1) 9 décembre 1904 (*Gazette des tribunaux* du 18 janvier 1905.)

lui faut alors donner procuration à un mandataire chargé de la vente, et nous savons également que la procuration peut être dressée en minute ou par acte sous seings privés, lorsque la somme de rente à transférer n'est pas supérieure à 50 francs.

Dans ce dernier cas, la responsabilité de l'agent de change n'est pas douteuse, ainsi que l'a nettement décidé la cour de cassation, en disant que « l'emploi de
« procurations sous seings privés, légalisées par les
« maires, pour les négociations d'inscriptions de rentes
« opérées par l'intermédiaire des trésoriers-payeurs généraux, loin de restreindre ou modifier les obligations
« imposées aux agents de change certificateurs, en
« rend, au contraire, l'observation plus indispensable » (1).

Mais, dans le cas où la procuration a été dressée par un notaire et constitue par conséquent un acte authentique, l'agent de change sera-t-il tenu de s'assurer de son exactitude et de sa véracité, ou seulement de la régularité de la forme ? Logiquement, il semblerait que la foi due aux actes authentiques n'obligerait l'agent qu'à une vérification de la régularité de la forme, mais, en présence des termes formels d'un arrêt de cassation (2), il faut considérer l'agent de change comme responsable de l'exactitude complète de la procuration.

(1) 11 juillet 1876, S., 76, 1, 400.

(2) 24 février 1903, S., 03, 1, 337.

« Attendu, dit cet arrêt, qu'aux termes de l'article 15
« de l'arrêté de prairial an X, combiné avec l'article uni-
« que de la loi du 20 juin 1885, les transferts d'inscrip-
« tions sur le Grand Livre de la Dette publique sont
« faits par l'intermédiaire d'un agent de change, chargé
« de certifier l'identité du propriétaire, la vérité de sa
« signature et des pièces produites ; et que, d'après l'ar-
« ticle 16 du même arrêté, l'agent de change est, par le
« seul fait de sa certification, responsable pendant cinq
« ans de la validité du transfert, en ce qui concerne les
« points qu'il a certifiés ; attendu que cette disposition
« destinée à assurer la sécurité des transferts et à dé-
« gager dans la mesure du possible la responsabilité du
« Trésor, intéresse le crédit public ; que le but pour-
« suivi par le législateur en l'édicant, et les termes par
« lui employés dans l'article 16 précité, démontrent que
« la garantie mise à la charge de l'agent de change a
« un caractère absolu ; que, par suite, elle peut être in-
« voquée, alors même que la certification a porté sur
« des actes authentiques, sauf à l'agent de change à exer-
« cer tel recours que de droit contre l'officier public qui
« aurait dressé des actes contenant des mentions fausses
« ou erronées ; que la loi du 25 ventôse an XI sur le no-
« tariat, n'a point modifié le principe posé dans l'arrêté
« du 27 prairial » (1).

(1) En sens contraire : Paris, 25 janvier 1834, S., 34, 2, 81.

Ainsi que le remarque M. Wahl (1), la cour de cassation paraît considérer que l'agent de change certificateur remplit, vis-à-vis du Trésor public et du propriétaire des titres de rente, le rôle d'assureur : « Il doit assurer
« le crédit de l'Etat en donnant aux rentiers la certitude
« de ne pouvoir être dépouillés par autrui. Et, du
« moment que la responsabilité de l'agent de change n'est
« pas fondée sur une présomption de faute... il importe
« peu que la foi due aux actes authentiques ait empê-
« ché l'agent de change de pouvoir discuter les droits du
« donneur d'ordre. N'ayant pas pu les discuter, l'agent
« de change n'a pas commis de faute, mais il n'en garde
« pas moins la qualité d'assureur. »

Cette jurisprudence est très rigoureuse, et il serait à souhaiter que la question fut tranchée dans un sens plus libéral et en conformité des principes du droit commun, ainsi que l'avait jugé la cour de Paris par l'arrêt précité du 25 janvier 1834. La doctrine de la cour de cassation pourrait, en effet, amener les agents de change à refuser purement et simplement d'exécuter les transferts avec procuration, sans qu'on puisse se baser sur un texte de loi pour les contraindre à effectuer ces opérations ; les garanties données aux rentiers pourraient ainsi se retourner contre ceux-là mêmes en faveur desquels elles ont été instituées.

(1) Note sous cassation, S., 03, 1, 337.

§ 3. — Transfert avec production de pièces.

Les termes de l'arrêté de prairial an X semblent devoir s'appliquer à la vérité de *toutes* les pièces produites à l'appui d'un transfert, telles que certificats de propriété, actes de notoriété, actes de l'état civil, etc... Il nous paraît cependant douteux que l'on puisse donner une telle extension aux articles 15 et 16 de cet arrêté.

Ainsi que l'a expliqué M. Dhoutaut, le transfert réel avec production de pièces peut s'analyser en deux transferts successifs. « Le premier serait un transfert de « forme, une mutation par laquelle le Trésor reconnaît « trait comme titulaire, soit l'ancien, mais avec des modifications dans son état civil, soit un autre, héritier, « donataire, légataire de l'ancien. Puis, ce transfert « opéré, le nouveau titulaire requerrait un transfert réel « pur et simple, et c'est seulement à ce moment qu'interviendrait l'agent de change pour certifier l'identité « de ce nouveau titulaire, la vérité de sa signature, et « s'il y a lieu celle des procurations » (1).

Il serait peut-être excessif de rendre l'agent de change complètement responsable de la validité de la première opération qui précède le transfert réel, et, en l'absence de jurisprudence sur cette matière, il faut s'en tenir à la pratique du Trésor qui est plutôt

(1) Dhoutaut, *Responsabilité en matière de transferts de titres nominatifs*, thèse, Paris, 1908, p. 63.

favorable à l'agent de change. Du reste, « si en présence des termes formels de l'arrêté de prairial, la jurisprudence venait à déclarer l'agent de change responsable de la vérité de toutes les pièces produites... il refuserait de participer à un transfert autre qu'un transfert réel pur et simple, de sorte que le propriétaire de la rente devrait au préalable faire changer l'immatricule de son titre au moyen d'une mutation » (1).

SECTION III — Responsabilité de l'agent de change en ce qui concerne la capacité du vendeur.

Nous avons vu que, par le seul fait de sa certification, l'agent de change devenait garant de l'identité du vendeur, de la vérité de sa signature et des pièces produites, mais cette garantie doit-elle s'étendre à la capacité du rentier et l'agent de change sera-t-il rendu responsable de l'incapacité du cédant ? La question est très délicate et très controversée, en l'absence d'un texte précis réglementant la matière, car il semble difficile d'admettre que des dispositions exceptionnelles comme celles de l'arrêté de prairial soient étendues en dehors du texte. L'article 7 du décret du 7 octobre 1890 prescrit bien à l'agent de change, chargé de la négociation de valeurs appartenant à un mineur, de s'assurer auparavant que les autorisations nécessaires ont été données, mais

(2) Dhoutaut, *op. cit.* p. 65.

cet article est spécial et doit être interprété restrictivement, comme le fait remarquer M. Wahl (1), « le dé-
« cret n'a que le caractère réglementaire et ne peut mo-
« difier les principes. »

L'agent de change ne jouerait donc pas le rôle d'assureur, sa responsabilité ne serait donc pas engagée en tout état de cause, mais seulement dans le cas où l'incapacité du vendeur lui aurait été révélée et il serait responsable seulement suivant les règles du droit commun, conformément à l'article 1382 du code civil, et non dans les termes de l'arrêt de prairial. C'est le système que consacre la jurisprudence de la cour de cassation.

« Considérant, dit un arrêt de la cour, que la respon-
« sabilité des agents de change ainsi que celle de tous
« les fonctionnaires ou officiers publics, est limitée aux
« seuls cas spécifiés dans les lois qui déterminent la
« nature et l'étendue de leurs obligations envers le gou-
« vernement ou le public ; que, d'après l'article 15 de
« l'arrêt de prairial, les agents de change doivent cer-
« tifier l'identité du propriétaire de la rente, la vérité de
« sa signature, ainsi que celle des pièces produites, et
« qu'aux termes de l'article 16, ils sont responsables de
« ces faits ; mais que ni cet arrêt, ni aucune loi, ni
« aucun règlement ne les obligent d'attester la capa-
« cité civile de leurs clients et ne les rendent responsa-

(1) Note sous Paris, 21 février 1896, S., 98, 2, 289.

« bles des erreurs qu'ils pourraient commettre à ce sujet » (1).

Le même arrêt décidait que le Trésor, pas plus que l'agent de change, n'encourait de ce fait aucune responsabilité, du moins si les pièces produites à l'appui du transfert ne révélaient nulle part l'incapacité du cédant.

Deux arrêts plus récents de la cour de Paris ont décidé que l'agent de change n'était pas responsable de la capacité civile de ses clients, mais toujours dans le cas où cette incapacité n'était pas apparente (2).

Le système de la jurisprudence est donc extrêmement dangereux pour les incapables qui risquent ainsi d'être complètement dépouillés. Cette doctrine est du reste loin d'avoir été acceptée par tous les auteurs, et, en particulier elle a toujours été combattue par l'administration des finances. Dans une lettre adressée au syndic des agents de change, le 25 septembre 1851, le ministre exprimait l'avis que cette responsabilité résultait implicitement pour les agents de change de la nature de leur mandat et de l'obligation que leur impose l'article 13 de l'arrêté de prairial an X, de répondre de la livraison et du paiement de ce qu'ils ont vendu ou acheté, après l'exécution du transfert. Il faut donc qu'avant de certifier le transfert, ils vérifient la qualité de leurs

(1) Cassation, 8 août 1827, S., 1825-1827, p. 664.

(2) 21 février 1896 et 17 juin 1897, S., 98, 2, 289 et 99, 2, 135.

clients pour s'assurer de leur capacité et savoir s'ils pourront valablement se dessaisir entre leurs mains.

Il semble en effet difficile d'admettre que la responsabilité de l'agent de change ne soit pas engagée en ce qui touche la capacité du cédant, puisque le Trésor n'encourt pas de responsabilité à ce sujet, du moins lorsque aucune pièce ne lui permet de mettre en doute cette capacité.

« C'est dans cet ordre d'idées qu'un jugement du
« tribunal de la Seine du 21 juillet 1881 (1) a décidé
« qu'un agent de change qui a procédé sur l'ordre d'un
« tiers au transfert d'un titre nominatif, appartenant
« à un interdit, mais ne faisant pas mention de l'inter-
« diction, doit être rendu responsable dudit transfert
« sans pouvoir même exercer de recours en garantie
« contre l'administrateur provisoire de l'interdit qui
« avait négligé, lors de l'acquisition du titre, de faire
« insérer dans l'immatricule la mention de l'interdic-
« tion. »

Le décret du 31 mai 1862 sur la comptabilité publique semble attribuer à l'agent de change toute la responsabilité de la validité du transfert. L'article 205 décide, en effet, que « l'identité des personnes, la vérité des pièces, *les qualités et les droits à la propriété*, sont certifiés, sous leur responsabilité, par les officiers publics que les lois ont désignés à cet effet. »

(1) *Journal des valeurs mobilières*, année 1882, n° 83, rapporté dans de Bray, *op. cit.*, p. 290.

Les agents de change contestent toujours la doctrine du Trésor, cependant ils l'appliquent dans la pratique et s'y soumettent en fait.

Du reste la question vient d'être à peu près tranchée, par une loi récente, qui confirme la thèse soutenue par l'administration des finances ; l'article unique de la loi du 11 juin 1909 décide, en effet, que « les déclarations et « certificats de transferts d'inscription de rentes sont « dressés, signés et scellés dans les bureaux d'un agent « de change... qui *vérifiera la régularité de la négocia-* « *tion.* »

C'est nettement dire que l'agent de change devra non seulement vérifier l'identité du vendeur et la vérité des pièces produites, mais encore s'assurer avec le plus grand soin de la capacité du cédant, et par suite assumer à peu près toute la responsabilité de l'opération.

SECTION IV. — Des restrictions apportées à l'aliénation des rentes.

Beaucoup de rentes ne sont pas de libre disposition entre les mains de leurs propriétaires, les unes parce qu'elles sont frappées de substitution, par exemple, les autres parce qu'elles appartiennent à une femme mariée sous un régime qui prescrit le remploi des propres, etc. Quelle sera la responsabilité encourue par l'agent de change en raison de ces clauses restrictives de l'aliénation des rentes ? On peut répondre, d'une façon générale, que l'agent de change devra être déclaré responsable toutes les fois que l'interdiction ou la restriction

d'aliéner lui sera opposable ; il sera, comme tout autre tiers, tenu, sous sa responsabilité, d'en assurer l'exécution.

Mais que décider lorsqu'aucune clause des contrats ou des statuts sociaux ne met la surveillance d'un emploi à la charge de l'agent de change ? M. Bézard-Falgas (1) dit « qu'en raison du rôle que jouent dans le « transfert l'agent de change et le Trésor, il faudrait « logiquement aller jusqu'à dire que, même en présence « d'un contrat de mariage portant adoption du régime « dotal, c'est-à-dire dans le cas où, s'agissant d'actions « ou d'obligations, l'établissement débiteur est tenu de « plein droit de surveiller la matérialité ou la validité du « emploi, l'agent de change ne doit pas, à moins d'une « clause formelle en sens contraire, être déclaré responsable de la validité du transfert. »

Et, M. Wahl (2) affirme que « l'agent de change n'est « jamais, en dehors de l'hypothèse où le emploi était « déclaré obligatoire par une clause du contrat de mariage opposable aux tiers, responsable du défaut de « emploi. »

Cependant ces conclusions n'ont pas été consacrées par la jurisprudence (3) et, comme nous le verrons plus loin, telle n'est point la pratique du Trésor.

(1) *De la responsabilité de l'agent de change certificateur*, p. 43.

(2) Note sous Paris, 21 février 1896, S., 98, 2, 289.

(3) Cass., 7 juillet 1894, D., 92, 4, 185, et 20 mars 1894, D., 95, 4,

D'une façon générale, la jurisprudence a assimilé l'agent de change à l'établissement débiteur. « Partant
« de l'idée que cet officier public est, soit comme acqué-
« reur ou débiteur de valeurs dotales, soit comme man-
« dataire chargé de vendre ces valeurs, tenu d'effectuer
« la négociation dans les conditions prescrites par les
« rentiers vendeurs, elle l'oblige à s'assurer que les
« fonds provenant d'un remploi reçoivent la destination
« qui leur est assignée par le contrat de mariage. Par
« suite, la responsabilité de l'agent de change en cas de
« non remploi varie suivant les conditions dans lesquel-
« les le remploi a été prescrit » (1).

Cependant l'agent de change, qui, par suite de non remploi, a dû indemniser la femme dotale, se trouve subrogé dans l'hypothèque légale de celle-ci contre le mari, mais il est juste d'ajouter que ce recours sera bien souvent illusoire et qu'en fait c'est sur l'agent de change seul que retombent toutes les conséquences de l'inexécution du remploi. Tel est aussi le système adopté par la jurisprudence de la Cour des Comptes.

SECTION V. — Durée de la garantie de l'agent de change.

Nous avons vu qu'aux termes de l'article 16 de l'arrêté de prairial an X, l'agent de change demeurerait responsable pendant cinq ans de la validité du transfert

(1) Bezard-Falgas, *op. cit.*, p. 45.

en ce qui concernait les points qu'il avait certifiés. Cette courte prescription atténuée dans une certaine mesure la rigueur de sa responsabilité ; de plus, conformément à l'article 2278 du code civil, on doit admettre qu'elle court au profit de l'agent de change, contre les mineurs et les interdits, sauf leur recours contre leur tuteur.

Le délai de cinq ans court-il du jour de la déclaration de transfert ou seulement du jour de dépôt de la déclaration au Trésor ? Un jugement du tribunal de la Seine (1) a déclaré que le délai courait du jour de la déclaration de transfert dans les bureaux de l'agent de change. Cette solution a été vivement critiquée par certains auteurs : « Sans doute, nous dit un de ceux-ci, « l'arrêté de prairial porte expressément que l'agent de « change sera exonéré de sa responsabilité comme cer-
« tificateur, dans un délai de cinq ans, à partir de la
« déclaration de transfert ; mais cette disposition, qui
« s'expliquait tout naturellement à une époque où la
« réalisation matérielle du transfert et la déclaration
« constituaient, pour ainsi dire, un seul et même acte,
« ne se comprenait plus depuis que les opérations de
« transferts étaient multipliées et elle n'était plus obser-
« vée... Ce qui est fait dans les bureaux de l'agent de
« change n'est, selon nous, qu'un projet qui se réalisera,
« ou non, plus tard ; ce projet de transfert ne saurait évi-

(1) 9 décembre 1904, *Gazette des tribunaux* du 18 janvier 1905.

« demment servir de base au point de départ d'une
« prescription » (1).

Mais est-ce à dire que l'agent de change ne pourra jamais être recherché à l'expiration du délai de cinq années écoulées depuis la déclaration de transfert ? Nullement.

« Cela veut dire seulement que la responsabilité spéciale de l'arrêté de prairial ne pourra être invoquée
« après cinq années, et qu'on devra être débouté après
« ce délai, si on se fonde uniquement sur l'article 16
« pour actionner l'agent de change.

« Mais une fausse certification, outre qu'elle constitue
« certainement un manquement aux prescriptions de
« l'arrêté par cela seul qu'elle est fausse, peut constituer une faute d'après le droit commun, si elle s'est
« produite dans des conditions qui présentent les éléments suffisants de la faute professionnelle ; si donc,
« négligeant l'arrêté de prairial et la responsabilité qu'il
« édicte, on se place sur le terrain du droit commun, si
« on articule et si on offre de prouver la faute, par cela
« même qu'on est rentré dans le droit commun, on ne
« peut plus être écarté par l'exception de prescription
« écrite dans le droit spécial : il ne se pourrait faire que
« les dispositions de ce droit spécial, qui ont eu pour
« but d'augmenter les garanties que l'intervention de
« l'agent devait offrir aux propriétaires de rente, abou-

(1) Bezard-Falgas, *op. cit.*, p 14.

« tissent à ce résultat, en leur enlevant les garanties de
« la loi commune, de diminuer en définitive leurs sûre-
« tés dans de très préjudiciables proportions, puisque le
« temps du recours descendrait de trente à cinq années.
« Dès lors qu'il se place sur le terrain du droit com-
« mun, le demandeur prend à sa charge le fardeau de
« la preuve ; il est dans l'obligation de démontrer la
« faute, voilà tout, quant au droit de faire cette dé-
« monstration, il subsiste pendant trente ans » (1).

On pourra donc agir contre l'agent de change certifi-
cateur soit en vertu des articles 15 et 16 de l'arrêté de
prairial, soit en vertu des articles 1382 et 1383 du code
civil. Dans le premier cas, l'agent de change sera res-
ponsable pendant cinq ans, même en l'absence de toute
faute ; dans le second, cette responsabilité durera trente
ans, mais le demandeur devra prouver la faute à la
charge de l'agent de change et cette prescription de
droit commun sera soumise aux causes de suspension
établies par le code civil (2).

(1) Crépon, *op. cit.*, p. 246.

(2) Code civil, articles 2252 et suivants.

CHAPITRE II

RESPONSABILITÉ DES NOTAIRES, JUGES DE PAIX ET GREFFIERS

Les notaires, magistrats ou autres officiers ministériels appelés soit à délivrer des certificats de propriété, conformément à la loi du 28 floréal an VII, soit à dresser des procurations, pour le compte des rentiers, encourrent à raison de ces fonctions une certaine responsabilité.

Nous examinerons séparément les diverses responsabilités qui pèsent sur ces trois catégories de personnes.

SECTION I. — Responsabilité des notaires en matière de certificats de propriété.

D'une manière générale, les notaires et tous les officiers publics qui délivrent des certificats de propriété doivent être considérés comme garants de la vérité des faits qu'ils certifient et dont ils ont dû prendre une connaissance parfaite avant de donner leur attestation (1).

Ainsi que nous l'avons vu, les notaires doivent

(1) Arg. cassation, 8 août 1827, S., 1825-1827, p. 664.

« *analyser* » sommairement les actes et pièces servant de base aux droits des parties, et c'est en vain que pour atténuer leur responsabilité et la faire partager en quelque sorte par le Trésor, ils insèreraient, dans leurs certificats, le texte des actes et documents visés ou joindraient au dossier des expéditions ou extraits de ces mêmes actes ; il ne faut pas perdre de vue, en effet, que la loi du 28 floréal an VII a mis entre l'Etat et ses créanciers des officiers ministériels et des fonctionnaires qu'elle a investis du droit de délivrer, sous leur responsabilité personnelle, les certificats nécessaires à la mutation ou au transfert des rentes. Ce serait donc une erreur de croire que ces intermédiaires puissent par leurs agissements faire retomber sur le Trésor une responsabilité que la loi a mise entièrement à leur charge.

La mission du notaire est donc non seulement très délicate, parce qu'il doit s'assurer de la régularité des actes sur lesquels il s'appuie pour certifier le droit d'un nouveau propriétaire, mais encore assez dangereuse, puisqu'il doit analyser et interpréter ces actes et que la moindre erreur ou fausse interprétation l'obligera à réparer le préjudice qu'il a pu causer. Aussi, en cette matière, le notaire n'est-il pas obligé de prêter son ministère toutes les fois qu'il en est requis, et il arrive souvent qu'un notaire refuse de délivrer un certificat de propriété, lorsque le droit du requérant ne lui paraît pas régulièrement établi ; toutefois il est néces-

saire que le refus de délivrer le certificat, soit basé sur des motifs sérieux, sinon le notaire pourrait être passible de dommages-intérêts envers les parties (1).

Aucun texte n'ayant réglé d'une façon spéciale la responsabilité des notaires, il faut conclure que leur responsabilité est celle du droit commun (art. 1382, c. c.) et qu'il sera nécessaire de prouver une faute ou tout au moins une négligence à leur charge.

Une question délicate se pose en ce qui concerne l'étendue de la responsabilité des notaires : ces officiers publics sont-ils garants de la capacité de leurs clients ? Les lois du 28 floréal an VII et le décret du 18 septembre 1806 n'exigeaient, dans les certificats de propriété, que l'énonciation des noms, prénoms, et domicile des nouveaux ayants droit, la qualité en laquelle ils possèdent et la portion de rente à laquelle ils ont droit. Nulle part il n'est parlé de la certification de la capacité, si ce n'est dans les notes jointes au décret de 1806. Cependant, en fait, la question sera presque toujours résolue par l'affirmative, car, la plupart du temps, le notaire délivre un certificat basé sur un acte au rang de ses minutes et dans lequel les ayants droit ont agi comme parties ; par suite, il est responsable, non seulement de la vérité des faits énoncés comme résultant de cet acte, mais encore de la capacité des nouveau propriétaires au moment de la passation de

(1) C. de Toulouse, 19 juillet 1878, *Revue du notariat*, année 1881.

cet acte, capacité dont il a dû s'assurer conformément aux règles du notariat (1).

Mais on ne peut rendre le notaire responsable de l'incapacité d'un propriétaire, survenue depuis la délivrance du certificat de propriété ; aussi lorsque la date du certificat est ancienne et par conséquent qu'on peut supposer un changement de capacité, le Trésor demande-t-il un certificat de vie des nouveaux ayants droit, avec l'énonciation de leur qualité civile.

Que décider dans l'hypothèse où plusieurs notaires ont concouru à la délivrance d'un même certificat de propriété ? Dans la pratique, le Trésor n'admet pas un certificat où les notaires font leur attestation chacun en ce qui le concerne, il exige une certification collective qui les rend tous garants des faits attestés. Mais il faut admettre que les notaires ont un recours contre celui de leurs confrères dont la faute les aura obligés à indemniser le propriétaire.

Remarquons, en terminant, que, lorsque le notaire n'a en sa possession que la minute d'un acte de notoriété dressé à défaut d'inventaire, après le décès du titulaire, cas dans lequel le juge de paix du domicile du défunt serait compétent, il devrait être rendu complètement responsable de l'attestation donnée en dehors de sa compétence (2).

(1) L. 25 ventôse an XI, article 11.

(2) Paris, 30 juillet 1853, D., 54, 2, 70.

SECTION II. — Responsabilité des notaires en matière de procurations.

Nous avons vu que, lorsqu'une procuration en forme authentique était entachée d'irrégularité, la jurisprudence de la cour de cassation rendait l'agent de change responsable de la validité du transfert, sauf son recours contre le notaire rédacteur de la procuration.

Il est certain que, dans le cas où le notaire a été de mauvaise foi en délivrant une expédition de la procuration non conforme à la minute, ou en l'absence de toute minute, il devra indemniser l'agent de change de tout le préjudice subi.

Mais lorsque le notaire pourra exciper de sa bonne foi, sera-t-il tenu pour responsable vis-à-vis de l'agent de change ? Nous ne le pensons pas, surtout si toutes les règles prescrites par la loi de ventôse ont été observées.

Le notaire ne devra, en effet, dresser la procuration que si le rentier vendeur lui est personnellement connu, ou si son identité lui est formellement attestée par deux témoins qu'il connaît (1).

Au cas où la procuration a été dressée sans témoins certificateurs, le notaire sera responsable de l'identité du comparant, mais ce cas sera certainement très rare, et encore le notaire sera-t-il complètement déchargé, s'il avait de justes raisons de croire qu'il connaissait

(1) L., 25 ventôse an XI, article 11.

son client ; la question est à trancher par les juges du fond.

Lorsque la procuration est régulièrement dressée sur l'attestation de témoins remplissant les conditions voulues par la loi, l'agent de change ne peut alors exercer de recours que contre les témoins, et ce recours sera bien souvent illusoire, surtout si l'erreur commise par les témoins n'a porté que sur les prénoms du titulaire de la rente. Aussi la Chambre syndicale et de nombreux agents exigent-ils que le notaire connaisse le comparant et refusent-ils toutes les procurations données avec l'assistance de témoins, surtout lorsque la somme de rente est importante.

SECTION III. — Responsabilité des juges de paix et des greffiers.

Les juges de paix délivrent des certificats de propriété sur l'attestation de deux témoins, et seulement dans les cas où il n'existe pas d'autres actes ayant trait à l'hérédité ou des jugements ayant prononcé sur la propriété de la rente.

En l'absence de tout texte réglant les conditions que doivent remplir les témoins, il incombe au juge de paix de s'entourer de toutes les garanties, avant de dresser son certificat ; s'il commet une faute ou une négligence, il pourrait être responsable subsidiairement, en cas d'insolvabilité des témoins ; ce qui serait une question de fait à résoudre par les juges.

Quant à la responsabilité des greffiers, elle se trouvera, étant donnée leur compétence restreinte, bien rarement engagée ; par exemple, dans le cas où les attributions faites dans le certificat ne seraient pas conformes aux jugements ou arrêts, ou lorsque le certificat de propriété aura été délivré à la suite d'un jugement, mais avant l'expiration des délais d'appel ou d'opposition.

Leur responsabilité serait celle du droit commun.

CHAPITRE III

RESPONSABILITÉ DU TRÉSOR

SECTION I. — Rôle passif du Trésor.

La question de la responsabilité du Trésor en matière de transferts et mutations de rentes sur l'Etat a toujours été très discutée et, à ce point de vue, la doctrine et la jurisprudence sont loin de présenter une unité parfaite.

Plusieurs auteurs, notamment MM. Duvert et Bézard-Falgas, ont rejeté sur le Trésor, dans la limite des lois et règlements, toute la responsabilité qui incombe à l'établissement débiteur, en matière de transferts de titres nominatifs ; de son côté, le Trésor s'est toujours nettement refusé à jouer ce rôle, et la thèse qu'il soutient, non sans raisons, nous paraît à peu près confirmée par l'évolution de la législation sur la matière, dont le but, semble-t-il, a été de réduire le Trésor à un rôle purement passif.

On conçoit, en effet, qu'en raison du nombre consi-

dérable de transferts (1) et de la rapidité que demandent ces opérations, il eût été excessif d'imposer au Trésor des vérifications trop approfondies entraînant une responsabilité absolue. Aussi, la tendance du législateur a-t-elle été d'intercaler entre l'Etat et ses créanciers des intermédiaires légaux, sur lesquels devait retomber la plus grande partie de la responsabilité des opérations ; tel était le but de la loi du 28 floréal an VII et de l'arrêté du 27 prairial an X, qui ont prescrit la délivrance du certificat de propriété et la certification de l'agent de change. Le terme de cette évolution est marqué par la loi du 11 juin 1909 qui oblige l'agent de change à vérifier la régularité de la négociation.

En réalisant au Grand Livre un transfert de rentes sur l'Etat, le Trésor ne fait donc que consacrer les résultats d'un contrat auquel il est resté étranger : « At-
« tendu, dit un jugement du tribunal de Lyon (2), que
« les ventes et achats de rentes s'effectuant à la Bourse
« par l'intermédiaire des agents de change et au moyen
« de négociations auxquelles le Trésor public reste
« étranger... ; que son rôle doit se borner à recevoir les
« déclarations d'achat et de vente qui lui sont faites, et
« que sa seule obligation consiste, aux termes de la loi

(1) Le bureau des transferts a examiné, en 1909, 115.870 dossiers de transferts, 89 313 mutations et 3.647 dossiers concernant des opérations sur les rentes mixtes.

(2) 4 mai 1867, *Journal du notariat*, 15 mai 1867.

« du 28 floréal an VII et de l'arrêté du 27 prairial an X,
« à se faire assurer par un agent de change de l'iden-
« tité du déclarant, quand la rente est inscrite à son nom,
« et à exiger un certificat de propriété quand elle est
« inscrite sous un autre nom. »

Un avis du conseil d'Etat, en date du 6 avril 1852, fait ressortir encore plus clairement l'irresponsabilité du Trésor en matière de transferts : « Il résulte de la
« loi du 28 floréal an VII, dit cet avis, que les agents
« du Trésor n'ont point à examiner les titres constitu-
« tifs ou translatifs du droit de propriété des parties,
« et que les titres de cette nature ne doivent pas être
« soumis à leur appréciation ; qu'une conséquence de
« ces dispositions est d'exonérer le ministre des finan-
« ces de toute responsabilité à cet égard ; que cette
« responsabilité qui, aux termes de l'article 182 de la
« loi du 24 août 1793, pesait sur le liquidateur de la
« Trésorerie, a été transportée aux officiers publics
« auxquels cette partie des fonctions de cet employé a
« été dévolue » (1).

Enfin, un autre avis du 7 février 1851 mentionne que l'intervention du Trésor dans les transferts et mutations est purement administrative ; que les lois n'imposent au Trésor d'autres obligations que celle de

(1) Un avis du conseil d'Etat du 28 thermidor an IX, approuvé le 9 fructidor an X, avait aussi décidé que le trésor n'était pas garant des transferts faits sur fausses procurations.

tenir les registres destinés à servir de minutes à ces opérations et de délivrer au nouveau propriétaire un extrait de la nouvelle inscription de rente ; et, que la seule responsabilité que le Trésor encourt est celle qui pourrait résulter du non accomplissement des obligations sus-énoncées.

Du reste, l'examen par le Trésor des certificats de propriété délivrés par les officiers publics compétents « est légalement consommée lorsqu'il s'est assuré que
« ces certificats sont revêtus des formalités et qu'ils
« renferment les indications voulues par la loi du 28
« floréal an VII » (1).

Aussi, en ce qui concerne les achats de rentes nominatives, le libellé d'une inscription fourni par l'agent de change ou par la partie elle-même doit-il être admis par l'administration, quelle que puisse être la qualité prise par le rentier (2). En effet, « dans aucun temps et
« sous aucun régime, soit dans les quittances de finances, servant de base aux anciens contrats de constitution, soit dans les déclarations reçues par les notaires avant la loi du 28 floréal an VII, on n'avait fait
« intervenir les acquéreurs ni exigé d'eux la preuve
« écrite des qualités qui leur étaient attribuées ou des
« causes limitatives de la propriété » (3).

(1) Avis du conseil d'Etat du 2 juillet 1828.

(2) Déc. minist. du 23 juillet 1851.

(3) Lettre du ministre des finances au syndic des agents de change, du 25 septembre 1851.

« Le transfert des inscriptions, quand il a lieu en-
« suite, doit s'opérer de même en toute liberté, à moins
« bien entendu que l'immatricule ne contienne quelques
« dispositions restrictives de la disponibilité du titre ou
« énonciatives de l'incapacité du titulaire pour alié-
« ner » (1).

Il y a lieu d'apporter cependant quelques tempéraments à la rigueur de ces textes, et de décider, par exemple, qu'en ce qui concerne les achats de rentes, l'agent comptable des transferts serait toujours en droit de refuser une demande d'immatricule contenant des clauses prohibées ou illicites, ou encore la mention d'origine des deniers, lorsque la rente est de libre disposition entre les mains du titulaire.

De même, dans les cas d'aliénation de rente et malgré son irresponsabilité, le Trésor ne manque jamais de demander les justifications spéciales que motiveraient les incapacités ou les indisponibilités révélées par les libellés mêmes des titres, de manière à s'assurer que toutes les formalités requises pour la vente ont été remplies. Du reste, « s'il laissait transférer une rente
« au mépris d'une mention de ce genre, ou si les jus-
« tifications propres à établir que l'incapacité du ti-
« tulaire à pris fin étaient irrégulières et insuffisantes,
« les parties dont les droits auraient été lésés pour-
« raient l'attaquer ; mais même en ce cas, la respon-

(1) Déc. minist. du 23 juillet 1851.

« sabilité du Trésor serait couverte par celle de l'agent
« de change » (1).

**SECTION II. — Irresponsabilité du Trésor quant à la capacité
du cédant.**

Il a été jugé que, lorsqu'un jugement, donnant mainlevée de l'incapacité dont le titulaire était frappé, est produit à l'appui d'un transfert, le Trésor n'a pas à rechercher si le jugement est exempt de tout défaut de forme et qu'il n'encourt aucune responsabilité dans le cas où cette décision serait ultérieurement rapportée à la suite d'une tierce-opposition (2). L'espèce était la suivante : Un sieur Lenormand avait vendu en 1857 un titre nominatif sur lequel il était désigné comme pourvu d'un conseil judiciaire. A l'appui du transfert, il avait produit la grosse d'un jugement prononcé en la chambre du conseil par le tribunal de Versailles le 21 juillet 1857 et donnant mainlevée du conseil judiciaire. Mais ce jugement n'avait été ni publié ni signifié, et avait été rapporté en 1859, sur la tierce-opposition de la femme du prodigue.

Le tribunal de la Seine devant lequel M. Lenormand fils avait actionné le Trésor, se déclara incompétent, et l'affaire fut portée devant le conseil d'Etat ; celui-ci

(1) De Bray, *op. cit.*, p. 295.

(2) Conseil d'Etat, 19 mars 1880, D., 81, 3, 49.

rejeta la requête en disant « que si le sieur Lenormand
« était désigné sur le titre comme pourvu d'un conseil
« judiciaire, il était produit, à l'appui de la demande de
« transfert, un jugement donnant mainlevée de ce con-
« seil ; que, dans ces circonstances, en constatant, sur
« le vu des pièces produites, le transfert de cette rente,
« les agents du Trésor n'ont pas contrevenu aux obli-
« gations qui leur incombait et que l'Etat n'a pu en-
« courir de ce chef aucune responsabilité. »

Lorsque la mutation n'a pour but que de constater le changement de qualité des titulaires, opération que le Trésor exécute sur la production soit des actes de l'état civil qui constatent la majorité ou le mariage, soit des délibérations du conseil de famille nommant un tuteur, le Trésor n'est alors garanti ni par le notaire, ni par l'agent de change. Mais sa responsabilité ne serait engagée que si la mutation avait été opérée sur la production de pièces irrégulières en la forme. Ce cas est, du reste, très rare.

Dans l'hypothèse où les pièces produites à l'appui de la mutation, quoique paraissant régulières en la forme, seraient fausses ou entachées d'erreurs, il ne faudrait pas hésiter à en faire supporter la responsabilité aux officiers publics qui les auraient délivrées, et c'est à eux qu'il appartiendrait de réparer le préjudice causé. A défaut de texte spécial, leur responsabilité doit être celle du droit commun.

On s'est demandé si, par suite de la courte prescription de la responsabilité des agents de change, le Trésor ne pourrait être déclaré subsidiairement responsable, et même si, dans tous les cas, le Trésor ne serait pas le premier garant, sauf son recours contre l'agent de change et tous les autres auteurs de la vente frauduleuse.

En présence des termes formels de l'arrêté de prairial an X, et de la loi de floréal an VII, cette solution ne nous paraît pas admissible, et la négative résulte, du reste, d'un avis du comité des finances du 23 août 1822. « Attendu, dit aussi un jugement du tribunal « civil de la Seine du 25 mars 1835 (1), que, sous la « législation aujourd'hui en vigueur, le Trésor n'est « plus responsable... ; que si le législateur eût entendu « maintenir la responsabilité du Trésor conjointement « avec celle de l'agent de change, il n'eût pas, par une « disposition spéciale, limité cette dernière à cinq ans « et laissé celle du Trésor dans les termes du droit « commun. »

Donc, en cas de faux transfert, l'agent de change certifié faux qui a un recours en garantie contre l'auteur du faux, ne saurait en avoir un contre le Trésor, puisque l'arrêté de prairial a eu précisément pour but de mettre l'Etat à l'abri de toute réclamation à ce sujet.

(1) Rapporté dans de Bray, *op. cit.*, p. 303.

SECTION III. — Responsabilité du Trésor du fait de ses agents.

Il en serait autrement si celui qui s'est frauduleusement approprié la rente transférée était un employé du Trésor. L'Etat et l'agent de change seraient alors solidairement responsables envers le propriétaire de la rente : l'Etat en vertu de l'article 1384 du code civil, qui oblige quiconque à réparer le dommage causé par des personnes dont il doit répondre, et l'agent de change en vertu de l'arrêté de prairial an X.

Et dans ce cas, le Trésor n'aurait-il pas de recours contre l'agent de change, ne pourrait-il l'actionner comme garant envers lui de la régularité du transfert ? Evidemment non, car, si l'agent certifie la vérité des pièces produites, c'est à seule fin d'éviter un faux transfert et il ne garantit le Trésor contre les conséquences de pièces ou de déclarations fausses qu'en tant qu'elles pourraient entraîner un transfert irrégulier et l'exposeraient à des recours. Mais on ne peut cependant prétendre que la certification a pour objet de garantir le Trésor contre les délits de ses employés et de l'exonérer de sa responsabilité civile ; il faut en conclure que le Trésor serait mal fondé à exercer contre l'agent de change une action en garantie à l'effet de se faire décharger de sa solidarité.

Cette solution a été consacrée par la jurisprudence à l'occasion de la soustraction d'un titre par un agent

du Trésor, qui l'avait ensuite transféré. L'agent de change a été condamné solidairement avec le Trésor et la cour de cassation a décidé qu'ils n'avaient d'ailleurs l'un contre l'autre aucune action récursoire (1).

SECTION IV. — Irrésponsabilité en matière de remploi.

Plus discutée est la responsabilité du Trésor en ce qui concerne les rentes dont l'aliénation est soumise à des conditions restrictives, telles que celles stipulées dans un contrat de mariage. En fait, le Trésor opère une distinction parmi ces conditions et, alors qu'il examine avec soin le droit de propriété lui-même et les conditions restrictives de ce droit, telle que l'existence d'un droit de retour ou d'une inaliénabilité temporaire révélée par des pièces produites, il se désintéresse complètement des stipulations matrimoniales concernant l'emploi ou le remploi des valeurs dotales, et laisse à l'agent de change ou au notaire toute la responsabilité de l'exécution des conditions stipulées dans le contrat de mariage, qu'il refuse d'examiner.

Jusque vers 1850 cependant, le Trésor examinait les conventions matrimoniales, mais le ministre estima que cette pratique était inutile et dangereuse, que les vérifications auxquelles se livrait le bureau des transferts, le faisait sortir, en quelque sorte, du rôle passif où il devait se renfermer, et il dispensa l'agent comp-

(1) Cassation, 27 février 1836, S., 36, 1, 293.

table de cet examen (1). Le conseil d'Etat partagea entièrement cette manière de voir et, par ses avis des 7 février 1851, 6 avril 1852 et 7 décembre 1855, confirma la thèse soutenue par le ministre des finances.

Donc, en ce qui concerne le Trésor, la totalité d'une rente n'est pas un obstacle à son aliénation et il laisse vendre sans difficulté les rentes dotales, par la femme assistée de son mari, la surveillance des emplois devant incomber exclusivement à l'agent de change chargé de la négociation (2).

Il en résulte que « la stipulation du régime dotal
« pur et simple, aussi bien que celle du régime soumis,
« quant à l'aliénation, à certaines conditions et toutes
« les énonciations relatives au emploi qui pourraient
« exister soit sur les titres de rente soit dans les procu-
« rations ou autres pièces produites à l'appui des trans-
« ferts, doivent être considérées comme étrangères au
« Trésor qu'elles ne sauraient intéresser. Les agents
« de change qui ont procédé aux transferts étant seuls
« et exclusivement tenus de surveiller le emploi au-
« quel peuvent être soumises les femmes mariées, le
« Trésor, quel que soit le régime adopté par les par-
« ties, paraît complètement déchargé par la signature

(1) Déc. minist. du 23 juillet 1851.

(2) De Bray, *op. cit.*, p. 283. Voir en ce sens un jugement du tribunal de la Seine du 13 décembre 1894 (Journal *La Loi* du 16 janvier 1895).

« des époux ou de leur mandataire, conformément à
« la loi du 28 floréal an VII » (1).

Et, par un décision du 15 juin 1877, la cour des comptes a établi nettement l'irresponsabilité du Trésor en matière de ventes des rentes dotales (2). « Lors-
« que, dit cet arrêt, la déclaration de transfert énonce
« que la femme, au nom de laquelle la rente transférée
« est inscrite, est mariée sous le régime dotal, sans
« mentionner de clause prohibitive du droit d'aliéner,
« la présomption fondée sur les principes du régime
« dotal et sur une jurisprudence qui n'est plus con-
« testée, est que cette rente est aliénable soit par le
« mari, maître de la dot mobilière, soit par les deux
« époux conjointement, sous la seule réserve des ga-
« ranties hypothécaires et des recours ultérieurs que
« la loi accorde à la femme pour la conservation de sa
« dot. — Le contrôle judiciaire n'a, en pareil cas, à
« réclamer ni la production du contrat de mariage, ni
« d'autres justifications de la disponibilité du titre, à
« l'appui du transfert opéré par l'agent comptable des
« transferts et mutations, conformément aux prescrip-
« tions de la loi du 28 floréal an VII et de l'arrêté du
« 27 prairial an X, et sous la responsabilité de l'agent
« de change qui a certifié la déclaration. »

(1) Lettre du ministre des finances au premier président de la cour des comptes du 22 juin 1876.

(2) En ce sens deux arrêts de cassation, S., 1851, 1, 108 et 1874, 1, 160.

Ces solutions ont été vivement critiquées, notamment par MM. Duvert (1) et Minard (2) qui concluent en disant que l'effet de ces décisions « est de mettre à l'abri « de toute responsabilité les agents comptables du Trésor, mais non le Trésor lui-même, car elles ne peuvent rien contre la loi. »

**SECTION V. — Irresponsabilité du Trésor
concernant les opérations faites par les comptables directs.**

Conformément à l'article 6 de l'ordonnance du 8 décembre 1832, les opérations d'achat et de vente, faites par les trésoriers-payeurs généraux, pour le compte des particuliers, ne peuvent donner lieu à aucun recours en garantie contre le Trésor. La loi du 24 avril 1833, article 3, est venue confirmer cette solution, en l'appliquant aux versements faits tant aux receveurs particuliers qu'aux trésoriers-payeurs généraux. Cette décision s'explique assez bien, puisqu'il existe d'autres intermédiaires que les comptables du Trésor, pour les achats et ventes de rentes et que le ministère de ces derniers est purement facultatif pour le public. Par suite la responsabilité de l'agent du Trésor est celle du droit commun et il sera nécessaire de prouver une faute ou une négligence à sa charge (3).

(1) Duvert, *op. cit.*, p. 35.

(2) Minard, *op. cit.*, p. 302.

(3) Cass., 14 avril 1875, D., 76, 4, 154.

SECTION VI. — Insaisissabilité des rentes sur l'État.

Sous peine de faire de la responsabilité du Trésor en matière de transferts une étude incomplète, il nous reste à dire quelques mots de l'obligation qui pèse sur le Trésor de conserver intact le principe de l'insaisissabilité des rentes. C'est une question présentant au plus haut degré le caractère d'intérêt général, et le Trésor est fondé à vérifier si les transferts demandés n'ont pas pour objet d'éluider les conséquences de ce principe (1) battu en brèche par la jurisprudence récente de la cour de cassation (2). La cour suprême affirme, en effet, que le privilège de l'insaisissabilité ne saurait faire obstacle à l'application des principes généraux du droit civil (articles 2092 et 2093 du code civil).

Le conseil d'Etat, au contraire, semble pencher en faveur de l'insaisissabilité absolue.

Interpellé après les arrêts de cassation des 2 et 16 juillet 1894 (3), le ministère des finances répondit que si des jugements, attribuant des rentes à des créanciers, étaient produits à l'agent comptable des transferts, celui-ci ne pourrait passer outre à l'opération et se retrancherait derrière les dispositions qui lui interdisent

(1) Conseil d'Etat, 6 août 1878, D., 79, 3, 41.

(2) Cassation, 23 novembre 1897 (S., 98, 1, 461) et 18 février 1901 (S., 1901, 1, 491).

(3) *Gazette des tribunaux*, 4 et 20 juillet 1894.

d'exécuter un transfert, sans le concours du titulaire ou du propriétaire régulier.

Le ministre des finances est, du reste, en droit de ne pas déférer aux décisions judiciaires passées en force de chose jugée, par lesquelles des créanciers auraient obtenu l'attribution de rentes appartenant à leurs débiteurs, lorsque les défendeurs ne veulent pas exécuter le jugement ni concourir au transfert. L'opposition du ministre au transfert constitue alors un acte administratif dont les tribunaux ne peuvent connaître, mais il peut y avoir recours au conseil d'Etat (1). D'ailleurs, le refus du Trésor d'opérer le transfert dans les cas où il considère que cette opération peut porter atteinte au privilège de l'insaisissabilité n'est que l'application du principe de la séparation des pouvoirs judiciaires et administratifs ; aussi ne peut-on contraindre le Trésor à exécuter ces décisions.

Ajoutons, cependant, que le Trésor lui-même se départit de sa rigueur dans quelques cas assez rares, notamment lorsque l'action intentée contre la partie inscrite au Grand Livre a le caractère d'une revendication (2), ou que la rente dépend d'une faillite (3), ou bien

(1) Ordonnance du 5 janvier 1847 ; Lettre du ministre des finances du 20 novembre 1897, S., 98, 1, 161, en sous-note.

(2) C. de Pau, S., 1872, 2, 270 ; C. d'Amiens, 11 mai 1877, S., 1878, 2, 39 ; Cassation, 20 juin 1876, S., 1877, 1, 459.

(3) C. d'Orléans, 9 avril 1878, S., 1878, 2, 183.

encore lorsque l'inscription est revêtue d'une mention de nantissement (1) ou de cautionnement. Pour les revendications, le ministre couvre en général la responsabilité de l'agent comptable des transferts par une décision spéciale ; et, si le Trésor laisse opérer le transfert de rentes données en nantissement ou en cautionnement, c'est que la dation en gage équivaut au consentement éventuel du titulaire à la vente des rentes, en cas d'inexécution des obligations qui lui incombent.

(1) C. de Paris, 21 mars 1889, S., 1891, 2, 134.

CONCLUSION

Il serait peut-être désirable que l'on mit à l'étude une revision complète de la loi du 28 floréal an VII et de l'arrêté de prairial an X, qui n'ont posé, en matière de transferts et de mutations de rentes sur l'Etat, que des règles générales, et dont les imperfections ne sont pas contestables. Il faut bien reconnaître, par exemple, que l'arrêté de prairial a fait perdre aux propriétaires de rentes leur recours contre le Trésor, recours qui durerait trente ans ; que le même arrêté a été dicté par l'intérêt du Trésor plus que par celui des rentiers, et qu'en déchargeant le premier, il a reparti entre ceux-ci et les agents de change tout le poids de la responsabilité, qu'il l'a mise à la charge des uns pendant cinq ans et laissé au risque des autres pendant le reste du temps.

Mais on doit remarquer aussi que le rentier conserve contre l'agent de change, même après l'expiration du délai de cinq ans, le même recours de droit commun qu'il aurait eu contre le Trésor, et, qu'en fait, la solva-

bilité notoire des agents de change n'a diminué en rien les garanties des titulaires.

Du reste, l'examen des dossiers fait par le Trésor a pour but de sauvegarder toutes les responsabilités, et il faut lui rendre cette justice que, la plupart du temps, les vérifications auxquelles il se livre sont faites dans son intérêt aussi bien que dans celui des officiers publics qui ont prêté leur ministère; il n'y a pour s'en convaincre qu'à voir l'empressement mis par ces officiers à donner satisfaction aux demandes de justifications émanant du Trésor.

Quant à la pratique suivie par le bureau des transferts de ne pas examiner les conditions modificatives ou réglementaires du droit de propriété stipulées dans un contrat de mariage, et quelles que soient les critiques qu'on puisse faire à l'occasion de la décision ministérielle de 1851, il faut reconnaître que ce que M. Duvert appelle « l'erreur de droit » du ministre n'a pas, comme il le dit lui-même, « causé jusqu'à ce jour de « préjudice à l'Etat, puisque aucune réclamation ne s'est « produite, et, que le Trésor a été, sinon garanti en « droit, du moins préservé en fait, par la collaboration « des agents de change et de leur chambre syndi- « cale ».

La jurisprudence, en cette matière, est d'ailleurs trop bien assise pour qu'il soit permis d'espérer la voir se modifier dans un sens défavorable au Trésor. En qualité

de mandataire salarié, l'agent de change devait fatalement supporter, un jour, tout le poids de la responsabilité, et ce résultat, s'il a pu dépasser à certains moments la portée des textes, concorde certainement avec l'intention du législateur.

Vu :

Le Doyen,

P. CAUWÈS.

Vu :

Le Président,

BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

Pour le Vice-Recteur :

L'Inspecteur d'Académie,

FONTENÉ.

BIBLIOGRAPHIE

- BAVELIER. — Des rentes sur l'Etat français.
- BERTHAUT. — Manuel-formulaire des certificats de propriété.
- BÉZARD-FALGAS. — De la responsabilité de l'agent de change certificateur.
- CRÉPON. — De la négociation des effets publics et autres.
- DALLOZ. — Répertoire de législation, de doctrine et de jurisprudence.
- DEBEAUMONT. — Jurisprudence des rentes, 1784.
- DHOUTAUT. — Etude des responsabilités en matière de titres nominatifs. Thèse, Paris, 1908.
- DE BRAY. — Traité de la Dette publique.
- DUMESNIL ET PALLAIN. — Traité de la législation spéciale du Trésor en matière contentieuse.
- DUVERT. — Traité du contentieux des transferts.
- FOYOT. — Guide du rentier sur l'Etat.
- GORGE. — La Dette publique.
- LYON-CAEN et RENAULT. — Traité de droit commercial.
- LYON-CAEN. — Note sous arrêts.
- MINARD. — Du titre nominatif, nature et fonctionnement. Thèse, Paris, 1897.
- PLANIOL. — Traité élémentaire de droit civil.
- THALLER. — Traité élémentaire de droit commercial.
- WAHL. — Notes sous arrêts.
-

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE

CHAPITRE I. — L'ancien régime	3
SECTION I. — Les constitutions de rentes	3
SECTION II. — Les transferts de rentes	5
§ 1. — Le transport.	6
§ 2. — La reconstitution	9
§ 3. — Les mutations	12
CHAPITRE II. — La période révolutionnaire	14
SECTION I. — Création du Grand Livre	14
SECTION II. — Organisation d'un système de transferts	16

DEUXIÈME PARTIE

RÉGIE DES TRANSFERTS

CHAPITRE I. — Les inscriptions de rentes.	20
SECTION I. — Le Grand Livre	20
SECTION II. — Le double du Grand Livre	24
SECTION III. — Grands Livres auxiliaires des trésoreries générales	26
SECTION IV. — Les titres de rentes	28
§ 1. — Inscriptions nominatives.	29
§ 2. — — au porteur	30
§ 3. — — mixtes.	34
CHAPITRE II. — Le service des tranferts et des mutations.	37
SECTION I. — Les agents comptables.	37
SECTION II. — Intervention des agents de change	40

SECTION III. — Mécanisme des transferts	43
§ 1. — Les dossiers de transferts	43
§ 2. — Examen et exécution des transferts	46
§ 3. — Délais de livraison des titres	46
SECTION IV. — Exécution des mutations	48

TROISIÈME PARTIE

LES TRANSFERTS

CHAPITRE I. — Nature juridique de l'inscription de rente	51
SECTION I. — Incorporation du droit dans le titre	51
SECTION II. — Nature du transfert.	55
CHAPITRE II. — Force probante de l'inscription.	61
SECTION I. — Force probante vis-à-vis du trésor	61
SECTION II. — — — — — des tiers.	61
CHAPITRE III. — Les procurations	67
SECTION I. — Procurations authentiques	67
SECTION II. — Procurations sous seings privés	69
SECTION III. — Dispositions communes à toutes les procu- rations	70
SECTION IV. — Durée de validité des procurations	73
CHAPITRE IV. — De la capacité requise pour transférer.	75
SECTION I. — Mineurs non émancipés et interdits	75
§ 1. — Mineurs sous tutelle et interdits.	75
§ 2. — Mineurs sous l'administration légale	76
SECTION II. — Mineurs émancipés.	78
SECTION III. — Aliénés	80
SECTION IV. — Prodiges.	81
SECTION V. — Héritiers bénéficiaires et curateurs aux succes- sions vacantes.	82
SECTION VI. — Faillis et liquidés judiciaires	83
SECTION VII. — Femmes mariées	84
§ 1. — Femmes communes en biens	85
§ 2. — Femmes dotales et non communes en biens.	85
§ 3. — Femmes séparées de biens.	86

TABLE DES MATIÈRES

161

SECTION VIII. — Etablissements publics et religieux . . .	87
CHAPITRE V. — Les Conversions	89

QUATRIÈME PARTIE

LES MUTATIONS

CHAPITRE I. — Le certificat de propriété	93
SECTION I. — Généralités	93
SECTION I. — De la compétence en matière de délivrance des certificats de propriété	93
§ 1. — Notaires	96
§ 2. — Juges de paix	99
§ 3. — Greffiers	100
§ 4. — Notaires ou magistrats étrangers et consuls . .	101
SECTION III. — De la forme et du contenu des certificats de propriété	102
§ 1. — De la forme	102
§ 2. — Du contenu des certificats de propriété . . .	103
SECTION IV. — Certificats de paiement des droits de muta- tions	104
CHAPITRE II. — Des changements de qualités et des opé- rations d'ordre	107
SECTION I. — Changements de qualités	107
SECTION II. — Opérations d'ordre	108
§ 1. — Renouvellements	109
§ 2. — Réunions	110
§ 3. — Divisions	110

CINQUIÈME PARTIE

DES RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE DE TRANSFERTS DE RENTES SUR L'ÉTAT

CHAPITRE I. — Responsabilité de l'agent de change . . .	111
SECTION I. — Responsabilité de l'agent de change négocia- teur	111

SECTION II. — Responsabilité de l'agent de change certifica- teur	113
§ 1. — Transferts simples	115
§ 2. — Transferts avec procurations	115
§ 3. — Transferts avec production de pièces.	119
SECTION III. — Responsabilité de l'agent de change en ce qui concerne la capacité du vendeur	120
SECTION IV. — Des restrictions apportées à l'aliénation des rentes.	124
SECTION V. — Durée de la garantie de l'agent de change.	126
CHAPITRE II. — Responsabilité des notaires, juges de paix et greffiers	130
SECTION I. — Responsabilité des notaires en matière de certificat de propriété	130
SECTION II. — Responsabilités des notaires en matière de procurations.	134
SECTION III. — Responsabilité des juges de paix et des greffiers	135
CHAPITRE III. — Responsabilité du trésor	137
SECTION I. — Rôle passif du trésor	137
SECTION II. — Irresponsabilité du trésor quant à la capacité du cédant	142
SECTION III. — Responsabilité du trésor du fait de ses agents	145
SECTION IV. — Irresponsabilité en matière de emplois	147
SECTION V. — Irresponsabilité du trésor concernant les opérations faites par les comptables directs.	149
SECTION VI. — Insaisissabilité des rentes sur l'Etat	150
CONCLUSION	153

LA ROCHELLE, IMPRIMERIE NOUVELLE NOEL TEXIER.
